

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

La politique agricole doit tenir compte du développement mondial

par Gotthard Frick*



Gotthard Frick
(photo mad)

La question de la législation de l'agriculture suisse ne sera pas abordée ici. Il semble qu'aujourd'hui déjà, nos terres ne soient pas à même de couvrir plus de 55% de nos besoins. En revanche, il nous faut esquisser les grandes lignes de ce dont devrait tenir

compte la politique agricole suisse: les développements mondiaux à moyen et long terme. Les données des diverses sources internationales diffèrent légèrement les unes des autres. On utilisera donc ici des chiffres ronds. Et on ne peut fournir que des exemples ponctuels et individuels pour illustrer les thèmes majeurs. On commentera par les conclusions.

Conclusions

Le développement global tel qu'exposé ci-dessous mènera vers des blocages, des dépendances, des tensions et des conflits. La politique agricole à long terme de la Suisse devrait en tenir compte dans ses décisions.

L'espèce humaine est en constante et massive expansion, surtout dans les pays demeurés au stade inférieur du développement. Il y a une augmentation de la compétition pour les ressources vitales, au nombre desquelles

sont les terres arables. Dans le même temps, les surfaces disponibles pour la production agroalimentaire diminuent dans une très large mesure. En outre, non seulement de grandes multinationales achètent d'énormes portions de territoires exploitables mais de plus, depuis quelques années, de nombreux Etats (entre autre, la Chine, l'Inde, l'Arabie saoudite) se sont portés acquéreurs de terres arables dans d'autres pays, lesquels craignent de ne plus pouvoir bientôt nourrir leurs propres populations. Les pays qui doivent importer des denrées alimentaires pour subvenir à la consommation de leurs populations deviennent ainsi de plus en plus dépendants de ces multinationales. En outre, les denrées agroalimentaires et les matières premières produites au niveau mondial sur les terres possédées par de lointains pays tiers ne sont vraisemblablement produites qu'à destination des peuples de ces pays tiers. Les prix vont donc augmenter. Des foules de gens quittent la terre dont ils pouvaient, en tant que paysans, modestement tirer de quoi nourrir leur famille, pour s'installer dans les mégapoles, où ils deviennent totalement dépendants d'un approvisionnement suffisant. Les gouvernements vont donc s'employer activement à ce qu'aucune pénurie ne s'y produise et s'il le faut absolument, ils importeront à grande échelle des denrées agroalimentaires ou bien réduiront les exportations. L'eau douce, condition préalable de la production agroalimentaire, se fait rare. Le problème se posant ensuite est celui des déchets, à terre comme dans les cours d'eau, les lacs et les océans, commençant à y menacer les poissons et les autres organismes aquatiques – s'ajoutant à la surexploitation de la pêche – la surpêche – dans de nombreux océans.

Croissance démographique

Le monde compte aujourd'hui 7,5 milliards d'êtres humains. Dans les 6 ans à venir, viendront s'y ajouter 500 millions supplémentaires – c'est-à-dire des enfants, depuis le nouveau-né jusqu'à l'âge de 5 ans. Il faut en plus y additionner 320 millions d'enfants dans la même tranche d'âge, en remplacement des personnes décédées pendant la même période. Certes, la croissance démographique diminue, mais moins vite que prévu. Il naîtra ainsi probablement environ

750 millions d'enfants durant la période suivante de six ans. 300 millions d'entre eux viendront en remplacement des décès survenus dans cette seconde période, ce qui laisse un excédent d'environ 450 millions participant à la croissance démographique. Ceux qui grossissent la «communauté mondiale» entraînent également un accroissement des besoins en nourriture, en produits les plus divers, en locaux d'habitation, en infrastructures, en formations, en emplois et en énergie.

On compte un peu plus de 50 millions de décès par an. Si l'on rapporte ces chiffres à une population mondiale de 7,5 milliards, cela équivaut à une durée de vie moyenne de 150 ans. Or, dans la réalité, nous ne vivons pas si vieux. Comment l'expliquer, alors? C'est qu'une grande partie de l'humanité est jeune. A cela, il faut ajouter qu'aujourd'hui les habitants des pays développés vivent beaucoup plus longtemps, c'est-à-dire qu'ils meurent plus âgés que les générations qui les ont précédés. Sur ce point, les autres pays les rattrapent. On le voit à certains exemples:

En Suisse, sur 7,5 millions d'habitants, 15,6% sont des jeunes de moins de 14 ans et 16,3% ont plus de 64 ans, et font donc partie des «vieux». L'Union européenne compte 509,3 millions d'habitants, dont 17,3% de jeunes et 15,4% de vieux, selon les tranches d'âge définies plus haut. Par contre, sur les 85,3 millions d'Egyptiens, 31,4% sont dans le groupe des jeunes et seulement 4,8%, dans les plus de 64 ans; en Ethiopie, sur 93,9 millions de personnes, 46,1% sont dans le groupe des jeunes et seulement 2,7% dans celui des vieux. Au Bangladesh, sur 163,6 millions d'habitants il y a 34,6% de jeunes et 4% de vieux. Sur les 1,22 milliards d'Indiens, le rapport est de 31,1% à 5,3%. Le Niger est le cas extrême. Sur ses 17 millions d'habitants, 49,6% appartiennent aux moins de 14 ans, contre seulement 2,3% aux plus de 64 ans.

Le taux de fertilité – c'est-à-dire le nombre de naissances par femme – est lui aussi significatif. Voici quelques exemples:

Suisse 1,5; Russie 1,6; Chine 1,6 (politique de l'enfant unique); Afghanistan 5,5; Bangladesh 2,5; Burundi 6,0; Erythrée 4,2; Guinée 5,0; Congo Kinshasa 5,0; Mali 6,2; Mozambique 5,3; Nigeria 5,3; Pakistan 2,6;

Philippines 2,6; Zambie 5,8; Sud-Soudan 5,5; Ouganda 6,0; Emirats Arabes Unis 2,4; Le Niger, l'un des plus pauvres pays du monde, est là encore au premier rang, avec environ 7 enfants par femme (source: [www.welt-auf-einen-blick.de/...](http://www.welt-auf-einen-blick.de/)).

Dans de nombreux pays en voie de développement et dans les pays nouvellement industrialisés, la proportion élevée des enfants de 1–14 ans et la faible part des personnes de plus de 64 ans est l'indicateur d'une croissance démographique destinée à se perpétuer ainsi encore longtemps. Les jeunes auront plusieurs enfants et les vieux vivront plus longtemps. En outre, le président *Erdogan* a récemment demandé aux femmes turques d'avoir 5 enfants pour encourager la progression de l'Islam en Europe.

Urbanisation des mégapoles

Les villes seront de plus en plus grandes. La Chine compte presque 200 villes allant de plus d'un million à plusieurs millions d'habitants, Chongqing a 33 millions d'habitants. Tokyo est, avec 36 millions d'habitants, l'une des villes les plus peuplées du monde. Dans de nombreuses mégapoles, des quartiers entiers sont aux mains de bandes criminelles et de cartels de la drogue. Des gens très pauvres vivent dans les vastes bidonvilles des mégapoles. Etant donné que dans les quelques décennies à venir, plus de 10 milliards de personnes habiteront des mégapoles, leur approvisionnement devient une tâche primordiale. La Chine encourage activement le transfert des populations paysannes vers les villes et importe dès à présent des produits alimentaires en grandes quantités. Par exemple, elle dit avoir importé, en 2012, 2,3 millions de tonnes de riz du Pakistan, de la Thaïlande, du Viêt-nam, soit quatre fois plus de riz qu'en 2011.

Achats massifs et diminution des terres arables, disparition des forêts

Il y a d'autre part une perte annuelle de 100 000 kilomètres carrés de terres arables par suite de nouvelles constructions, de pollution, d'épuisement des sols, d'érosion et d'avancée de la désertification. Ainsi la Chine a perdu, au cours des 30 premières années ayant suivi la réforme de 1978 et sa transformation en puissance économique, 200 000 kilomètres carrés de sa surface utile agricole. Elle a actuellement besoin de 1,12 millions de kilomètres carrés pour nourrir sa population – mais celle-ci aussi est en expansion – et ne dispose plus que de 1,2 millions de kilomètres carrés. De 2005 à 2013, on y a testé des échantillons de sols sur 6,3 millions kilomètres carrés. 20% des terres agricoles se sont révélées contaminées, pour la plupart par des métaux lourds et pour une part, bien au-delà d'une limite encore tolérable. C'est ainsi qu'on peut lire assez souvent dans la presse chinoise que d'énormes quantités de céréales contaminées ont dû être détruites (par exemple, 12 millions de tonnes en 2012).

Selon le magazine *NZZ Folio* n° 11/2012, des terres agricoles d'une surface comparable à l'Europe occidentale se trouvaient déjà aux mains de grandes multinationales. De plus en plus, les multinationales d'Etats non-occidentaux acquièrent des terres ou des baux à long terme. Depuis quelques années, certains Etats – par exemple la Chine, les

Le rapport sur l'agriculture mondiale, une base solide pour une politique agricole nationale

rt. Le revirement mondial dans le domaine de la politique énergétique, climatique et des transports, nous a montré au cours des dernières années qu'il est possible de déplacer les coordonnées politiques en quelques mois, d'élaborer des plans de mise en œuvre et de réaliser d'immenses investissements pour mettre sur les rails de nouveaux objectifs. Ceci nécessite une volonté politique.

La compilation de *Gotthard Frick* est utile dans le classement des problèmes de l'agriculture suisse dans le contexte mondial. Comment le monde va-t-il se développer et quelles en seront les conséquences pour notre agriculture? La politique agricole actuelle ne semble pas répondre aux besoins de la population à long terme. On a même l'impression qu'elle sert avant tout à économiser des deniers publics et à être utilisée comme objet de négociation lors des discussions avec

l'UE, l'OMC ou sur le TTIP, afin d'obtenir d'éventuelles concessions dans d'autres secteurs économiques (finances, industries pharmaceutiques, etc.).

En 2008, le *Rapport sur l'agriculture mondiale (International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development, IAASTD)* a rencontré un énorme intérêt auprès des médias. Signé par 400 auteurs originaires de 86 pays et élaboré sur une large base scientifique dans le cadre des *Nations Unies* et de la *Banque mondiale*, ce rapport note la possibilité de nourrir toute la population mondiale, principalement à l'aide de l'agriculture de petite paysannerie régionale et familiale, sans continuer à porter atteinte à l'environnement.¹

Les auteurs du rapport dénoncent l'aberration de pensée visant à faire croire que les problèmes de l'alimentation du monde et le

chômage pourront être résolus uniquement par une agriculture industrialisée. Ce sont surtout les pays du Sud qui souffrent des conséquences d'une agriculture industrialisée et mondialisée par les pays industrialisés. Le fait de dépendre de denrées alimentaires étrangères provenant souvent d'outre-mer, génétiquement et industriellement modifiées, n'est plus acceptable, également pour les populations des pays du Nord.

La souveraineté alimentaire doit redevenir un objectif primordial pour la politique agricole étatique. Des mesures d'ajustement sont toujours et encore nécessaires. Le Rapport sur l'agriculture mondiale, nous montre des moyens d'action réalisables. •

¹ cf. «Rapport sur l'agriculture mondiale. Un espoir de sécurité alimentaire pour tous» in *Horizons et débats* n° 44 du 31/11/08, p. 1

«La politique agricole ...»

suite de la page 1

pays du Golfe, l'Inde, le Japon, les Pays-Bas, l'Arabie saoudite, la Corée du Sud et bien d'autres – achètent ou louent de façon souvent très agressive au niveau mondial de grandes étendues de bonnes terres agricoles, car ils craignent de bientôt ne plus pouvoir nourrir leur population. Déjà, avant le coup d'Etat de 2014 en Ukraine, trois grandes multinationales américaines se sont assurées la disponibilité de 20 000 kilomètres carrés de «terres noires», parmi les plus fécondes au monde, des 320 000 km² existantes et ont acquis en outre les firmes semencières nationales, les entrepôts de céréales et certaines parties du port de chargement céréalier. Depuis lors, la Chine et d'autres pays y ont également fait acte d'achat. Selon *Swissaid*, un consortium nippon-brésilien produit au Mozambique sur 90 000 kilomètres carrés du riz et du maïs destiné à l'exportation et un consortium libanais produit en Roumanie, sur 65 000 hectares, des denrées alimentaires et de la viande destinées à l'exportation, entre autre vers le Moyen-Orient. Aux Philippines, plus de la moitié des terres agricoles se trouverait déjà dans des mains étrangères et en Allemagne, 70% de la terre n'appartient plus aux paysans qui l'exploitent. Selon l'*OXFAM* britannique, rien que depuis le début du siècle jusqu'en 2015, en plus des terres agricoles se trouvant déjà en mains étrangères, 200 autres millions d'hectares doivent encore faire l'objet d'achats ou de location-bail. (A titre de comparaison: l'UE dispose de 185 millions d'hectares de terres arables.) Auparavant, l'Afrique, l'Amérique du Sud et l'Asie étaient les premiers objectifs des acheteurs mondiaux, mais à présent l'Europe fait elle aussi l'objet d'achats à grande échelle.

A Madagascar, l'annonce de la cession prévue d'une portion de territoire équivalente à la taille de la Belgique a déclenché une crise gouvernementale. Au Zimbabwe par exemple, afin de ne pas attirer l'attention par l'acquisition de surfaces trop importantes, la Chine a commencé à acheter des fermes individuelles, ceci après avoir acquis, comme les autres acheteurs jusqu'à présent, d'immenses superficies.

Les multinationales construisent de très grandes plantations efficacement exploitées, sur lesquelles les denrées alimentaires sont généralement produites à destination des pays riches, mais souvent aussi des végétaux pour la fabrication de carburant ou d'alimentation animale pour notre luxueuse consommation de viande, ou du caoutchouc ou d'autres matières premières pour l'industrie. Cependant, les Etats achètent des terres à grande échelle prévoient d'approvisionner prioritairement leurs propres mégapoles avec leur future production au lieu de l'exporter vers des pays tiers. Des millions de familles de paysans perdent leurs moyens de subsistance et peuplent les mégapoles avec leurs bidonvilles.

Environ 90 000 kilomètres carrés de forêts sont déboisés annuellement. En outre, l'auteur a vu d'immenses superficies de forêts mortes pendant son voyage au Canada. Selon les forestiers locaux, les parasites ne sont plus exterminés à cause des hivers trop chauds et ont infesté des millions de pins et sapins. Même lorsqu'elles paraissent encore vertes les grandes forêts sont déjà condamnées à mort. La superficie perdue doit correspondre à celle de la Suède. De plus, on trouve également aux Etats-Unis des dizaines de milliers de kilomètres carrés de forêts en déperissement.

L'eau douce se fait rare

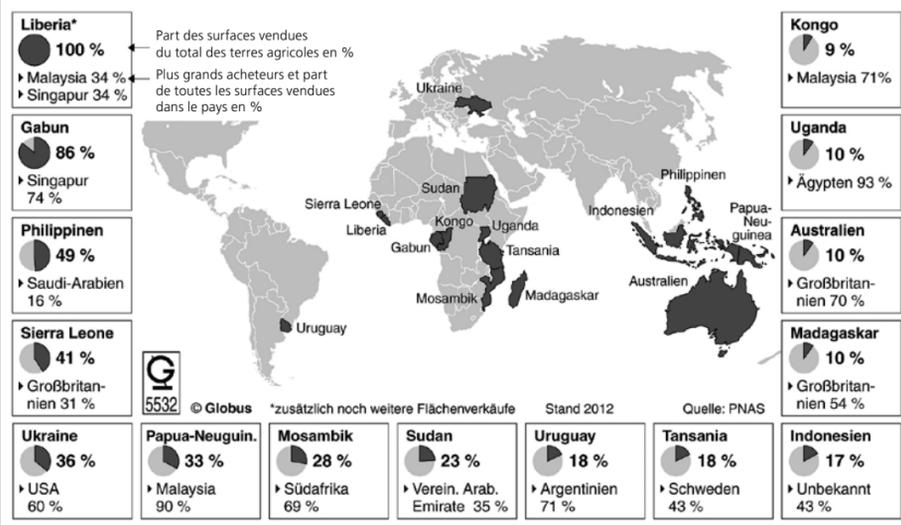
Universellement, l'eau potable et l'eau douce se font rares. Sans eau, il ne peut y avoir aucune production de denrées alimentaires. Les experts pensent que l'eau va devenir le casus belli le plus fréquent de ce siècle. Ainsi aujourd'hui, il y a ça et là déjà des tensions sérieuses.

Il existe de nombreuses raisons à l'augmentation de la pénurie d'eau: raréfaction ou absence des pluies dans le cadre du changement climatique, surexploitation, épuisement des ressources, pollution et intoxication, détournements et pour ceux qui sont en amont, utilisation perturbante des rivières et des fleuves par ceux qui sont en aval.

Le lac Tchad, qui occupait, il y a encore quelques dizaines d'années, une superficie

Terres agricoles en mains étrangères

Depuis 2008, 50 millions d'hectares de terres agricoles ont été vendus à des investisseurs étrangers dans le monde entier. Les 15 pays ci-dessous sont le plus fortement touchés par le «Land Grabbing». 65% des surfaces achetées au monde se trouvent dans ces pays.



41 pays possèdent actuellement des terres agricoles à l'étranger afin de garantir, à long terme, leur approvisionnement en denrées alimentaires et en énergie. (Infographie Fred Bökelmann; keystone)

de 25 000 kilomètres carrés, s'est réduit entre temps selon le degré de pluviométrie à environ 1500 kilomètres carrés. Il est essentiel à la survie de la population des quatre Etats riverains, le Tchad, le Niger, le Nigeria et le Cameroun.

Déjà, à cause de l'extension des rives, le Niger et le Nigeria n'ont plus aucun accès direct à l'eau du lac. La baisse a été déclenchée par le déboisement des forêts locales et par le manque de pluies qui s'en est suivi ainsi que par la surexploitation due à l'irrigation. Il y a là un danger latent de famine à cause de la baisse de production des denrées alimentaires. 2,7 millions de personnes ont déjà été dirigées vers les camps de réfugiés. Ils rêvent de pouvoir émigrer bientôt en Europe. Actuellement une multinationale chinoise essaie de déterminer si un détournement de l'Oubangui, un grand affluent du fleuve Congo, pourrait sauver le lac. Mais même si le projet gigantesque – déjà refusé une fois – était conclu, des années se passeraient jusqu'à ce que l'eau coule dans le lac. Ce qu'entraînerait la déviation d'un fleuve 5 fois plus large que le Rhin près de Bâle et dont le bassin hydrographique concerné couvre 19 fois la surface de la Suisse, c'est une autre question.

Dans les régions arides, il y a des nappes phréatiques fossiles à certains endroits. Cette nappe phréatique a été stockée dans le sous-sol, il y a des millénaires alors qu'un autre climat régnait sur la région. Elle n'est pas renouvelable. Dans de nombreux endroits, on l'utilise pour l'approvisionnement en eau. Il y a plusieurs décennies déjà, l'Arabie saoudite avait commencé à construire d'immenses fermes au milieu du désert irriguées à partir de la nappe phréatique et à y produire du lait, avec par exemple jusqu'à 50 000 vaches hollandaises à forte production laitière. Mais à la suite de cette utilisation intensive, la nappe souterraine a baissé de plusieurs centaines de mètres. A présent le gouvernement a prescrit l'abandon de ces fermes afin que cette nappe phréatique reste un peu plus longtemps encore à la disposition des populations.

La Libye, elle aussi, est un pays désertique extrêmement sec. Mais 3800 kilomètres au sud, dans le Sahara, se trouvent presque 40 millions de mètres cubes d'une nappe phréatique d'eau pure. *Khadafi* voulait les utiliser pour résoudre le problème de l'eau pour les 100 ans à venir et avait impulsé un projet gigantesque sous le slogan «de l'eau au lieu des armes». L'eau devait être amenée à la côte par 5 canalisations de 4 mètres de diamètre. On avait en outre construit une usine de fabrication de tuyauterie. La Libye devenait leader mondial dans la spécialité. 3 des 5 conduites du projet étaient déjà en service, et la côte méditerranéenne urbanisée allait pouvoir être suffisamment approvisionnée en eau potable et en eau sanitaire. Mais, comme cela est si souvent le cas des pays ne voulant pas se soumettre à ses exigences, l'Occident pensa qu'il fallait éliminer *Khadafi*. Sur les trois canalisations, deux furent détruites par les gros bombardements des forces aériennes occidentales, ainsi que l'usine de fabrication de tuyauterie. L'approvisionnement en eau de la moitié de la population fut supprimé d'un seul coup. L'ONU et la Banque mondiale examinent la privatisation du projet. Les réserves d'eau dans le désert sont toujours là et pourraient améliorer les bénéfices des multinationales.

Il y a quelques décennies, un grand nombre de cours d'eau et de lacs en Suisse étaient tellement contaminés qu'on ne pouvait plus s'y baigner. Le problème a été éradiqué par la construction de stations d'épuration dans tout le pays. De nombreux Etats se trouvent encore en plus mauvaise posture parce que leurs eaux ont été polluées encore bien davantage que les nôtres. En Chine, de nombreuses rivières, même celles qui coulent au travers de grandes villes, puent le lisier, tout comme les lacs. Dans de nombreux pays, les rivières polluées contribuent à la contamination des terres agricoles. En 1990, la Chine comptait encore plus de 50 000 rivières avec un bassin hydrographique d'au moins 100 kilomètres carrés. En 2011, il n'en restait qu'un peu moins de 23 000.

Les pays se trouvant sur le cours inférieur des fleuves sont dépendants de leurs eaux pour leur population et leur production agroalimentaire. Ils se retrouvent donc rapidement en situation d'urgence si les pays voisins sur le cours supérieur détournent l'eau pour servir leurs propres objectifs, pour les besoins de leur propre population, pour l'irrigation de leurs terres et construisent des usines qui pour leur part polluent les rivières avec leurs eaux usées. Ainsi l'Egypte dépend du Soudan et de l'Ethiopie, l'Irak de la Syrie et de la Turquie, la Syrie de la Turquie, le Bangladesh de l'Inde, le Brésil du Pérou, etc.

Mais la Suisse, elle aussi, en tant que château d'eau de l'Europe se trouve au cours supérieur de fleuves arrosant les pays voisins. Si les glaciers fondent, que l'eau ne coule plus en abondance, ceux qui se trouvent en aval pourraient eux aussi formuler vis-à-vis de nous leurs propres exigences.

L'eau potable, elle aussi, se fait rare. De grandes multinationales achètent les sources en grande quantité et mettent l'eau en bouteilles. Actuellement 200 milliards de litres sont embouteillés chaque année, ce qui fait environ 27 litres par personne. Les habitants des régions déshéritées se retrouvent en situation d'urgence parce que l'eau en bouteille devient trop chère pour eux et que les sources sont captées par les multinationales.

Les décharges sauvages

Que voyons-nous, lorsque nous circulons dans l'un de nos scintillants supermarchés? Nous contemplons une future déchetterie, à savoir des déchets de toutes les couleurs qui brillent gaiement et se composent des matériaux les plus divers. Cependant, ce ne sont pas les emballages mais le contenu de ces emballages que nous voulons acheter. Depuis peu, on propose même des légumes ou des fruits à l'unité emballés sous plastique et sous cellophane.

Certes, en Suisse, on maîtrise l'élimination des déchets qui, dans une certaine mesure, sont réutilisés, comme par exemple une partie des 500 millions de bouteilles de lait chaque année. Les déchets dangereux sont exportés hors d'Europe, des USA et de l'Australie. Ceux qui proviennent du matériel électronique sont entre autres transportés par voie maritime à Accra, la capitale du Ghana, où en arrivent chaque mois 100 containers. Cet endroit est devenu depuis lors l'un des plus grands dépôts de déchets électroniques du monde. Mais d'autres pays nouvellement industrialisés et des pays en voie de dévelop-

pement sont également approvisionnés en déchets d'origine électronique, contaminés ou empoisonnés. Là, dans ces montagnes de déchets, les pauvres – souvent des enfants – essaient de récupérer dans ces appareils les matières premières valorisables afin de les revendre à des commerçants, lesquels les livreront à nouveau aux pays développés, où ils seront utilisés dans le dernier Smartphone ou la dernière tablette d'ordinateur. Les gens qui fouillent dans les déchets électroniques s'exposent à de graves troubles de santé.

Dans les îles aux luxueux complexes touristiques, comme les Maldives, par exemple, les déchets sont collectés et déchargés dans une île réservée à cet usage, déjà bien remplie. Les plages qui joutent de nombreux hôtels dans les pays à destination touristique sont alors nettoyées régulièrement pour que les touristes croient que le monde tourne toujours bien.

Partout dans le monde, là où les déchets sont collectés, par exemple dans les îles grecques, on voit apparaître de grands dépôts d'ordures. Il n'y a pas très longtemps, on a pu lire qu'au sud de la Chine un glissement de terrain s'était produit dans un énorme dépôt d'ordures, qui avait englouti plusieurs maisons et fait des morts. Les dépôts d'ordures, même s'ils sont finalement recouverts de terre et ressemblent à des collines, contaminent l'eau et le sol. Les déchets sont déversés sur la terre de pays moins développés, peut-être toujours au même endroit, dans les fleuves, les lacs et la mer. Avant, quand tout cela n'était composé que de matières végétales, animales et d'autres produits naturels, cela ne posait pas de problèmes. Mais aujourd'hui les vents dispersent les déchets de plastiques, les papiers, les bouteilles en PETP, les cartons, les tissus et autres sur les champs labourés et les prés. Il faut avoir vu les champs des paysans à proximité de grandes villes africaines pour comprendre ce qui s'y passe.

Surpêche et contamination des mers

Depuis que l'être humain existe, il tire sa subsistance de la mer. Il est déjà de notoriété publique que la Méditerranée a été vidée de ses poissons, en partie à cause des flottilles de pêche asiatiques dotées des équipements les plus sophistiqués. Celles-ci sont maintenant à l'œuvre en face de la côte de l'Afrique occidentale. A cet endroit, les villages côtiers dépendent fortement de la pêche. Dans d'autres régions maritimes, les populations riveraines tentent, à l'aide de quotas de prises, de restrictions sur les équipements admis et les méthodes de pêche, d'empêcher l'extermination des poissons.

Les déchets, y compris les matières plastiques, représentent un autre problème de taille. Tout le monde a entendu parler des décharges de déchets de plastique de plusieurs centaines de milliers de kilomètres carrés dans le Pacifique. Mais cela concerne toutes les mers du globe. Un nombre toujours croissant de poissons et d'oiseaux de mer mangent des lambeaux de plastique et en meurent. Mais le plastique continue à se disséminer. Des fragments minuscules sont avalés par les micro-organismes composant le plancton – au tout début de la chaîne alimentaire – et en meurent. Les plus grosses espèces, qui vivent du plancton, n'ont plus aucune nourriture et périssent également; et ainsi se poursuit la destruction de la chaîne alimentaire dans la mer.

Dans de nombreux pays disposant d'une façade maritime, les ordures sont directement versées dans la mer. Tous ceux qui ont déjà navigué sur des ferries en Méditerranée, ont été témoins de cette «élimination des déchets». Sur les bateaux, les grands sacs plastiques sont ficelés ensemble dans les containers à déchets une heure avant l'arrivée au port de destination et jetés à la mer par la poupe. Les sacs flottent à la surface de l'eau dans le sillage du navire comme les perles d'un collier et commencent, une fois crevés, à s'enfoncer lentement, au milieu des évolutions aériennes des mouettes criardes. Dans de nombreux endroits, également en bord de mer, les ordures sont simplement déversées du haut de murs abrupts. Même si l'on voit entretemps apparaître par ci par là des méthodes plus écologiques pour l'élimination des déchets, le fond de la Méditerranée et de bien d'autres mers est par endroits recouvert de grands tas de déchets. Mais il en va ainsi dans toutes les mers. Et les plages solitaires de belles îles désertes sont jonchées d'ordures échouées.

(Traduction *Horizons et débats*)

Les Etats-Unis renforcent la présence des forces d'opérations spéciales à la frontière de la Russie

par Peter Korzun

Le déploiement en Europe des forces d'opérations spéciales américaines n'est jamais à l'ordre du jour dans les médias, mais sur le terrain, il s'accélère. Il ne peut avoir d'autre but que l'acquisition d'une capacité à lancer des attaques en profondeur sur le territoire russe.

L'administration Trump compte beaucoup sur ses *Special Operation Forces* (SOF). Elles sont déployées dans 137 pays c'est à dire près de trois pays sur quatre dans le monde. Au moins 8000 membres des SOF opèrent dans environ 80 pays à un moment donné. Les chiffres ont grimpé de quelques milliers dans les années 1980 à 70000 à l'heure actuelle. En 2016, les Etats-Unis ont déployé ces forces spéciales à Taïwan, en Mongolie, au Kazakhstan, au Tadjikistan, en Afghanistan, au Népal, en Inde, au Laos, aux Philippines, en Corée du Sud et au Japon. En 2006, 3% de ces forces déployées à l'étranger se trouvaient en Europe. En 2016, ce nombre a dépassé 12%.

Beaucoup de choses ont été dites récemment sur les opérations des SOF en Afrique. Elles vont se développer et s'intensifier. Officiellement, elles participent à des missions de formation et d'assistance pour contrer les menaces terroristes. Mais on peut difficilement imaginer la nécessité de déployer des forces spéciales venant d'outre-mer pour combattre le terrorisme dans le Vieux Continent.

Les Etats-Unis ont augmenté la présence de SOF en Europe d'un facteur quatre l'année dernière. Elles sont principalement déployées près des frontières de la Russie, y compris dans les pays tels que les Etats baltes, la Roumanie, la Pologne, l'Ukraine et la Géorgie. En 2017, les SOF ont été déployées dans plus de 20 pays européens.

En mars, des SOF [les bérets verts de l'armée: *Army Green Berets*] se sont entraînés avec des troupes locales en Laponie (Finlande), à l'occasion de l'exercice *Northern Griffin 2017*. En mai, les *Navy SEAL* faisaient partie de l'exercice *Flaming Sword 17* en Lituanie. En juin, des membres du 10^e groupe de forces spéciales américaines se sont entraînés près de Lubliniec, en Pologne. En juillet, des forces spéciales navales ont pris part à l'exercice militaire annuel *Sea Breeze* en Ukraine. En août, des forces de combat du 321^e *Special Tactics Squadron* [Escadron tactiques spéciales] ont contrôlé l'autoroute à deux voies, désamorcé l'espace aérien et exercé le commandement et le contrôle au sol et dans les airs pour l'atterrissage des avions d'attaques au sol A-10 du 104^e escadron de chasse de la *Maryland Air National Guard* et ceci sur l'autoroute Jägala-Kärvete, en Estonie. En août également, les SOF ont participé à l'exercice *Noble Partner* en Géorgie.

Le Major *Michael Weisman*, porte-parole du Commandement des opérations spéciales

des Etats-Unis en Europe, précise: «Mis à part la Russie et la Biélorussie, nous nous entraînons avec pratiquement tous les pays d'Europe, bilatéralement ou par le biais de divers événements multinationaux.»

En avril et en mai 2017, des membres des Forces spéciales de la Marine du Commandement des opérations spéciales des Etats-Unis et des forces spéciales de l'OTAN venant d'Albanie, de Bulgarie et de Lituanie ont pris part à l'exercice *Saber Junction 17* ayant eu lieu au *Joint Multinational Readiness Center* en Allemagne. L'Ukraine et la Géorgie étaient parmi les pays participants. En plus de l'intégration des SOF américaines, une force de résistance simulée a participé à l'exercice avec la participation de la *Force nationale de défense volontaire lituanienne*.

Des commandos américains se sont déployés discrètement dans les Etats baltes. Des dizaines de membres des forces d'opérations spéciales des Etats-Unis y stationnent «en permanence» pour former des opérateurs spéciaux.

Cette année, un groupe des forces spéciales de la *Garde nationale américaine* basé à Birmingham, en Alabama, a été chargé d'apprendre la langue russe, y compris la terminologie militaire, ainsi que l'histoire, la culture et les traditions dans ce qui semble être une phase préliminaire d'une éventuelle opération en outre-mer. C'est le

début d'un programme quinquennal de préparation des SOF de la Garde nationale. Les cours de langue devraient durer de trois à six semaines. Ils comprennent la terminologie militaire et l'utilisation pratique des termes de commandement. En outre, les instructeurs sont censés présenter la culture régionale avec les dates d'événements importants et les données concernant des personnalités.

Les SOF sont déployées à proximité des frontières de la Russie sous le prétexte de défendre nos alliés effrayés par une éventuelle «agression russe». Si tel était le cas, ils demanderaient des forces à usage plus général, comme des unités de l'armée, équipées de systèmes d'armes défensives pour protéger leurs frontières. Ils n'auraient pas besoin des SOF, qui représentent des unités de frappe offensives comme les *US Marines* en Norvège. Des instructeurs spécialisés dans les opérations défensives, et non des forces d'opérations spéciales sont nécessaires pour repousser les attaques de l'adversaire. Ce que les SOF et les Marines peuvent enseigner, c'est l'art des premières frappes. Ce déploiement en Europe n'est jamais médiatisé mais il augmente rapidement. Il ne peut y avoir d'autre but que l'acquisition de la capacité de lancer des opérations en profondeur sur le territoire russe. •

Source: www.strategic-culture.org/news/2017/11/03/us-boots-special-operations-forces-presence-at-russia-border.html (Traduction Horizons et débats)

Prépare-t-on la guerre contre la Russie?

par Karl Müller

Dans son édition du 13 novembre 2017, la «*Neue Zürcher Zeitung*» a publié, en discours indirect, le dernier message de *Donald Trump* sur *Twitter*. Le 12 novembre, le président aurait écrit que «seuls les personnes haineuses et idiotes n'ont pas encore compris que de bonnes relations avec la Russie sont une excellente chose, car avec la Corée du Nord, la Syrie, l'Ukraine et le terrorisme, il y a suffisamment de problèmes à résoudre et l'aide de la Russie pourrait être «extrêmement utile». En effet, au cours du sommet de l'APEC [*Coopération économique pour l'Asie-Pacifique*] au Vietnam, les présidents américain et russe se sont rencontrés et ont convenu d'importants pas à faire en direction de la fin de la guerre en Syrie (cf. encadré ci-dessous). Donc, tout irait-il pour le mieux?

Quelle direction la politique des Etats-Unis prend-elle?

Il y a des événements qui nourrissent le doute. Puis, il faut se poser une question décisive: à quel point de tels messages *Twitter* du président américain sont-ils honnêtes et fiables et sera-t-il en mesure d'imposer de telles positions dans les futures relations américano-russes? En opposition aux nombreux va-t-en-guerre dans les rangs des deux partis et dans les médias? En opposition au complexe militaro-industriel? En opposition aux forces de l'«Etat profond» misant sur la

guerre? En opposition à la partie des banques, des fonds spéculatifs etc. qui – comme malheureusement très souvent au cours de l'Histoire – profitent des conflits et des guerres?

Parfois, on est tenté de croire que la politique américaine se réserve toutes les options. Y compris les préparatifs de guerre, option, dont on ne parle pas ouvertement, notamment en Europe. Les grands médias alignés de langue allemande ont donc caché qu'actuellement, les Etats-Unis ont énormément augmenté les effectifs de leurs *Forces d'opérations spéciales* [*Special Operation Forces*] en Europe. Les lecteurs de langue allemande ont pu s'en informer en lisant les nouvelles du 8 novembre sur le site *RT Deutsch*. Cette chaîne internet avait repris et commenté cette information d'un site américain (cf. article ci-dessus) du 3 novembre. Selon cette source, un nombre grandissant de ces forces spéciales américaines sont stationnées dans les pays limitrophes de la Russie. Au cours de l'année 2017, elles auraient déjà participé à de nombreuses manœuvres militaires. Leur leitmotiv était la lutte «contre l'ennemi à l'Est».

Le seul objectif: des frappes militaires jusqu'au cœur de la Russie ...

De côté officiel, on affirme que la présence accrue de troupes a comme seul but la protection des pays d'Europe de l'Est contre «une agression russe». Cependant, l'analyse

de *RT Deutsch* laisse songeur: «[...] si le but principal était réellement la défense, les Etats baltes auraient besoin d'une formation classique pour les systèmes de défense, afin d'être en mesure de protéger leurs frontières. Les *Forces d'opérations spéciales* ne dispensent cependant pas de telles formations. Toutes les formations spéciales engagées en Europe sont pratiquement sans exception des unités de commandos à caractère offensif telles que les *Navy SEALs*, les *US-Marines* ou les *Green Berets*.» L'analyste américain lui-même écrit déjà dans la deuxième phrase de son texte: «Il ne peut y avoir d'autre but que celui de se donner les capacités de réaliser des frappes militaires jusqu'au cœur du territoire russe.»

... parce que la Russie dérange

RT Deutsch entretient de bons rapports avec la Russie, ce qui fera dire à certains: Voilà donc un nouveau cas de propagande russe (= «fake news»). Cependant, quiconque le désire peut vérifier les faits. Un regard dans les livres d'histoire pourrait également être bien utile. Il n'est pas même nécessaire de consulter *Halford Mackinder* et sa «théorie du Heartland» pour réaliser que l'image répandue en Occident de «L'ennemi Russie» [«*Feindbild Russland*», titre d'un excellent livre du journaliste autrichien *Hannes Hofbauer*] n'a pas commencé avec le communisme soviétique et n'a pas trouvé son terme avec sa disparition. Une

grande Russie unie, riche en ressources naturelles et indépendante dérange les plans hégémonistes, toujours et encore maintenus, des va-t-en-guerre anglo-saxons et de leurs alliés. Même quand ces alliés sont traités comme des vassaux. Mais ils semblent toujours prêts, le cas échéant, à sacrifier leurs peuples et leurs Etats de manière insensée.

Détourner les yeux ne sert à rien

La conclusion est donc la suivante: malgré les nombreux messages *Twitter* du président américain, le gouvernement actuel permet de continuer à préparer la guerre contre la Russie, petit à petit et de belle lurette – cela ne date pas de 2014. Cette guerre est prévue d'être menée également avec des soldats, des bombes et des missiles – au cas où les agresseurs ne réussiraient pas à mettre la Russie à genoux ou à la détruire de l'intérieur. Ne nous berçons pas en illusions: une guerre «moderne» contre la Russie demanderait des millions de victimes. Détourner les yeux ne sert à rien. Ce ne sont que les petits enfants qui croient qu'on ne les voit pas quand ils se couvrent les yeux. Personne ne sait ce qu'il va réellement se passer. Mais il n'est sûrement pas erroné de prendre connaissance de la réalité des préparatifs de guerre occidentaux et de les dénoncer publiquement, tout en prenant aux sérieux les messages *Twitter* du président américain disant: non à la guerre. «*War is obsolete!*» •

Il est nécessaire de réduire les souffrances humaines en Syrie

Déclaration des présidents de la Fédération de Russie et des Etats-Unis d'Amérique du 11 novembre 2017 à Da Nang (Vietnam)

Aujourd'hui pendant leur entretien en marge de la conférence des pays membres de l'APEC à Da Nang (Vietnam), le Président russe *Vladimir Poutine* et le Président américain *Donald Trump* ont réaffirmé leurs dispositions à anéantir l'organisation terroriste *Daech* en Syrie. Ils ont exprimé leur satisfaction concernant l'efficacité des efforts réalisés par les Etats-Unis et la Russie, prévenant ainsi plus concrètement les incidents dangereux entre militaires américains et russes. Cela a permis d'accroître considérablement les pertes de *Daech* sur le champ de bataille au cours de ces derniers mois. Les présidents ont convenu de maintenir les canaux de communication militaires actuels pour garantir la sécurité des forces armées russes et américaines, ainsi que pour prévenir les incidents dangereux impliquant les forces des partenaires combattant *Daech*. Ils ont réaffirmé que ces efforts se poursuivraient jusqu'à la défaite définitive de *Daech*.

Les présidents sont d'accord sur le fait que le conflit en Syrie ne peut être résolu par des moyens militaires. Ils ont réaffirmé que le règlement politique définitif du conflit devait être trouvé dans le cadre du processus de Genève en conformité avec la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Ils ont également noté la récente déclaration du Président syrien *Bachar al-Assad* confirmant son attachement au processus de Genève, à la réforme constitutionnelle et aux élections conformément à la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Les deux présidents ont déclaré à nouveau que ces démarches supposaient une mise en œuvre complète de la résolution 2254 du Conseil de sécurité incluant notamment la réforme constitutionnelle et l'organisation d'élections libres et justes sous la surveillance de l'ONU en respectant les plus hautes normes de transparence et de responsabilité et en accordant à tous les Syriens, membres de la diaspora

y compris, le droit d'y participer. Les présidents ont réaffirmé leur attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité, à l'intégrité territoriale et au caractère laïc de la Syrie, conformément à la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Ils ont également appelé toutes les parties syriennes à participer activement au processus de paix de Genève et à soutenir les efforts visant à garantir son succès.

Enfin, les présidents *Vladimir Poutine* et *Donald Trump* ont confirmé l'importance des zones de désescalade à titre de mesure provisoire visant à réduire la violence en Syrie, à remplir les accords sur le cessez-le-feu, à améliorer l'accès humanitaire sans obstacles et à créer les conditions pour un règlement politique définitif du conflit. Ils ont évoqué la mise en œuvre actuelle de la décision de mettre en place une zone de désescalade au sud-est du pays, qui avait été prise durant leur rencontre précédente le 7 juillet à Hambourg (Allemagne). Aujourd'hui, les deux

présidents ont également salué le Mémorandum sur les principes signé entre la Jordanie, la Russie et les Etats-Unis à Amman (Jordanie) mercredi 8 novembre. Ce Mémorandum renforce le succès de l'initiative sur le cessez-le-feu, y compris la réduction et au final la suppression des forces étrangères et des combattants étrangers de cette région afin d'assurer une paix plus durable. Le Centre d'observation d'Amman continuera de veiller au respect de l'accord sur le cessez-le-feu avec la participation des experts jordaniens, russes et américains.

Les deux présidents ont évoqué la nécessité de réduire les souffrances humaines en Syrie et ont appelé tous les Etats membres de l'ONU à accroître leur contribution pour satisfaire les besoins humanitaires dans les mois à venir.

Source: Site officiel du Président de la Fédération de Russie kremlin.ru du 14/11/17 www.mid.ru/fr/main_fr/l-asset_publisher/651jnfMMNKX/content/id/2948090

«On préfère ignorer les opinions du peuple»

L'UE et l'OTAN disent «fake news» mais envisagent l'abolition de nos droits fondamentaux

par Willy Wimmer, ancien Secrétaire d'Etat du ministre fédéral de la défense de l'Allemagne



Willy Wimmer
(photo uk)

On est à nouveau au point où le fait d'exprimer une opinion indépendante s'avère dangereux. On se retrouve dans la ligne de mire lorsqu'une opinion personnelle ne correspond pas aux directives gouvernementales officielles, aux lignes directrices de l'Union européenne ou au cadre géopolitique prescrit par Washington par le biais de l'OTAN. Au Bundestag, on n'a alors plus le droit de s'exprimer.¹ On est poussé à quitter le Parlement pour raison de «dissidence». Il n'est donc pas étonnant que l'Assemblée plénière du Bundestag ressemble de plus en plus à l'Opéra Kroll² ou à la Volkskammer [Chambre du peuple] de triste mémoire. A Berlin, le Sénat interdit des manifestations publiques en faveur du pluralisme des opinions.³

Selon notre Loi fondamentale, la libre formation de l'opinion est un droit fondamental pour tout citoyen. Elle n'a plus lieu. Où trouve-t-on encore dans nos grands médias l'expression des opinions divergentes prévalant dans la population allemande? Où le gouvernement doit-il débattre de ces avis divergents au sein du pays, s'ils n'existent plus dans le miroir des médias? Le gouvernement est donc libre de faire ce qu'il veut, dans le style d'un front populaire «à la mode de l'OTAN». Il peut ainsi sanctionner des opinions dissidentes de manière totalitaire. Le Ministère de la justice a ainsi développé un «Service pour l'externalisation de la cen-

sure et l'immunité des fausses nouvelles de l'OTAN».⁴

Selon la loi fondamentale, le développement des opinions et des volontés au sein de la population est la seule justification politique pour l'existence des partis politiques. On peut observer chaque jour à quel point ce processus est pourri. Les partis sont tous en train de déperir. Là où ils existent encore, ils sont strictement alignés aux dirigeants de Berlin. Toute opinion déviante, pouvant mettre en danger le cartel des personnes au pouvoir à Berlin, est rapidement transmise à Berlin. On préfère ignorer les opinions du peuple, car elles pourraient contrecarrer la ligne directrice. Une fin immédiate de la carrière serait alors garantie. L'opportunisme est devenu la ligne générale des partis et a conquis maintenant tous les anciens partis représentés au Bundestag, sauf quelques rares exceptions. Finalement, on veut participer au gouvernement. Et ce n'est possible que si l'on suit la ligne générale belliciste de l'OTAN.

On a bien le droit d'attaquer l'actuel président américain *Trump*, à qui on a octroyé une interdiction d'entrer en contact avec son équivalent russe *Poutine*. Pourquoi? Parce qu'il y aurait danger d'un accord dans des questions importantes. Ces questions – soyons-en conscients – mettent en danger l'existence de toute l'humanité, ou seulement de nous, habitants de l'Europe centrale, si elles devaient être résolues de manière belliciste.

Mais où étaient la Chancelière et le Président fédéral et tous ceux qui boudent unanimement le nouveau président américain *Trump*, lorsque les présidents prédécesseurs

plongèrent la planète dans la misère actuelle, pour laquelle ils demeurent les responsables exclusifs? Y compris le coup d'Etat en Ukraine, probablement mis en scène pour justifier le déploiement militaire contre la Fédération de Russie. Parjure et violation du contrat dominant la politique de l'Occident depuis 1992, et Belgrade fut la première victime en 1999.

Cette semaine, le Premier ministre britannique a tenté de mettre en relief l'essence de cette politique dans un discours concernant la politique de la sécurité, dans le style d'une «furie insulaire». Quiconque finance chaque année la BBC comme instrument de la dominance globale avec des centaines de millions de livres, dispose de bien des moyens entre leurs mains contre la concurrence. Il faut que les gens courent après BBC et CNN. Un programme d'excellente qualité journalistique comme la RT russe devient alors un mal majeur, notamment quand la RT donne la parole à ceux en Europe et aux Etats-Unis qui refusent de participer aux préparations de guerres de l'UE et de l'OTAN. Mme *Theresa May* l'a clairement formulé dans son discours. Il s'agit de la supériorité de la «race anglo-saxonne» dans le sens de *Cecil Rhodes*, se matérialisant à nos jours dans le «nouvel ordre mondial». Pour atteindre ce but, il faut bien parfois éliminer une personne ou un pays récalcitrants, même si c'est dans la forme de la RT ou de «Sputnik». Mme *May* et d'autres disent «fake news» mais envisagent l'abolition de nos droits fondamentaux.

Annotations de la rédaction:

¹ Dans les divers groupes politiques du Bundestag allemand, la décision de donner la parole à leurs

membres, au cours des débats parlementaires appartient au comité du groupe. Celui-ci n'est pas attribué aux parlementaires ne suivant pas l'opinion majoritaire de leur groupe. Entre autres, c'est aussi *Willy Wimmer* qui en a fait l'expérience lorsqu'il critiqua la participation allemande à la guerre contre la République fédérale de Yougoslavie en 1999, déclenchée à l'encontre du droit international. Tout en étant un politicien ayant fait la preuve de grande compétence en défense et affaires extérieures, le groupe CDU/CSU lui a refusé le droit de s'exprimer. Dans une telle situation, la seule possibilité de prendre la parole dans le Bundestag reste la «déclaration personnelle».

² L'Opéra Kroll à Berlin était le lieu des sessions du Reichstag (le Parlement allemand avant 1945) après l'incendie du bâtiment du Reichstag en février 1933. Ce lieu représente le symbole d'un Parlement n'ayant plus aucun pouvoir, étant aligné et soumis à un pouvoir exécutif dictatorial.

³ Le sénateur berlinois de la culture *Klaus Lederer* (Die Linke, la gauche) est intervenu pour empêcher la cérémonie de la remise d'un prix au journaliste *Ken Jebsen*. Le 14 décembre 2017, Jebsen aurait dû recevoir le «Prix Charlemagne pour la littérature et le journalisme engagé». La *Neue Rheinische Zeitung Online* remet ce prix. Au dernier moment, la location du lieu de la remise a été résiliée et les organisateurs ont annulé la remise du prix.

⁴ A la demande du ministre de la Justice *Heiko Maas* (SPD), le Bundestag (Chambre du peuple) et le Bundesrat (Chambre des Länder) ont adopté une loi, peu avant la fin du dernier mandat législatif fin juin 2017, menaçant les réseaux sociaux de peines lourdes s'ils publient des soi-disant «discours haineux». Ce n'est qu'une mesure étatique entre autres, prévues contre les soi-disants «fake news», contre la «propagande russe», etc. Des critiques pensent que les réseaux sociaux, par crainte d'être poursuivis, effaceront ou supprimeront des vraies infractions pénales, mais également toute critique politique, notamment envers l'Union européenne et l'OTAN.

Les Etats-Unis continuent à développer une scission entre la Russie et l'Europe

par Eberhard Hamer, professeur en économie, Allemagne



Eberhard Hamer
(photo mad)

Récemment, le Département d'Etat américain a présenté une nouvelle liste des sanctions contre la Russie. Il remplit ainsi une exigence signée par le Président *Trump* le 2 août, intitulée *CAATS* (*Countering America's Adversaries Through Sanctions Act*). Ce

règlement prend effet le 29 janvier 2018 et comprend une nouvelle attaque de la guerre économique contre la Russie, concernant non seulement des entreprises russes, mais en premier lieu les entreprises européennes réalisant des affaires avec des entreprises russes sanctionnées.

L'accentuation de cette nouvelle guerre économique correspond entièrement à la devise trumpienne de l'«Amérique d'abord». S'agissant par exemple des sanctions contre les entreprises russes et allemandes participant à la pipeline *North Stream*, le but avoué est de couper l'Europe du gaz russe, afin de mieux lui imposer l'achat de gaz liquide américain plus cher, actuellement disponible en abondance mais sans aucun acheteurs trouvés. Il faut donc que le gazoduc *North Stream* soit interrompu à mi-chemin, tout en menaçant en même temps les entreprises allemandes impliquées, pour stopper leur participation.

Toutes les sanctions américaines sont punissables aux Etats-Unis, car la justice américaine soumet au droit américain toutes les affaires accomplies dans le monde entier et facturées en dollar ou effectuées à l'aide du dollar. Tout endroit, où le dollar est utilisé, est un territoire soumis à la juridiction et à l'hégémonie américaine. Cela permet aux Etats-Unis de condamner et d'exploiter à volonté les sociétés européennes. Seul VW a déjà dû payer 25 milliards d'euros à la justice américaine à cause des normes US

«Cela [les sanctions américaines] a des conséquences considérables en Europe, où le commerce avec le marché de l'avenir le plus optimiste (Russie) a diminué de 30% au cours des deux dernières années. Parallèlement à la réduction du commerce européen avec la Russie, le commerce américain avec ce pays a augmenté. Il ne s'agit donc non seulement de causer du tort à la Russie, mais aussi de soutenir l'idée «America first» [«Amérique d'abord»], c'est-à-dire empêcher l'Europe de faire des affaires avec la Russie, là où les entreprises américaines veulent et peuvent les accomplir.»

spécialement introduites contre les moteurs diesel. La *Deutsche Bank*, quant à elle, a dû régler plus de 10 milliards et d'autres multinationales européennes des montants de différentes hauteurs.

L'acte américain *CAATS* prévoit que toutes les sanctions doivent être harmonisées avec les partenaires étatsuniens. On ne peut donc guère l'exprimer plus ouvertement: les sanctions ne seront poursuivies que là où elles nuisent aux partenaires américains au niveau de la concurrence. Finalement, les entreprises américaines restent les instances décisionnelles des sanctions.

De cette manière, les Etats-Unis veulent non seulement isoler systématiquement la Russie de l'Europe et empêcher les sociétés russes de réaliser quelques affaires que ce soit avec l'Europe, mais ils veulent également menacer de peines (et d'exécution de peines) le reste du monde et notamment l'Europe, si un commerce a lieu avec des entreprises russes. Cela a des conséquences considérables en Europe, où le commerce avec le marché de l'avenir le plus optimiste (Russie) a diminué de 30% au cours des deux dernières années. Parallèlement à la réduction du commerce européen avec la

Russie, le commerce américain avec ce pays a augmenté. Il ne s'agit donc non seulement de causer du tort à la Russie, mais aussi de soutenir l'idée «America first» [«Amérique d'abord»], c'est-à-dire empêcher l'Europe de faire des affaires avec la Russie, là où les entreprises américaines veulent et peuvent les accomplir.

Il est difficile de s'imaginer une manière plus brutale d'effectuer l'impérialisme économique américain au détriment de l'Europe. Non seulement les grandes entreprises n'osent plus faire du commerce avec la Russie ou participer à des investissements russes – mais également des centaines d'entreprises de grandeur moyenne, ayant jusqu'à présent bien commercé avec la Russie, n'osent plus continuer leurs affaires, parce qu'ils ne survivraient pas à des brutaux paiements de sanctions américains.

Aux Etats-Unis se prépare encore un nouveau durcissement de la guerre économique contre la Russie: on veut interdire aux banques européennes et même à des privés de commercer ou de tenir des emprunts russes. Ainsi, on veut punir la Russie de ne plus vouloir accepter le dollar comme seul monnaie mondiale, mais de vouloir imposer le rouble

comme moyen de paiement international. En outre, on veut empêcher les marchés financiers européens d'utiliser le rouble au lieu du dollar et de ne plus du tout travailler avec des emprunts en roubles.

De telles mesures unilatérales nuisent à l'Europe et devraient être discutées avec les alliés européens. On aurait au moins pu s'attendre à des protestations de la part de la Commission européenne et du gouvernement fédéral allemand. Mais non, pas de réaction! L'UE cède sans broncher à la puissance coloniale, même là où cela fait mal.

Isoler la Russie de l'Europe est non seulement fatale à court terme pour une partie de notre économie, mais à long terme pour toute notre prospérité en Europe: la politique de l'«Amérique d'abord» au profit des sociétés américaines rend maintenant déjà tout commerce avec les Etats-Unis de plus en plus difficile et le réduit fortement. Cela aura des conséquences dramatiques, quand le système pourri du dollar des Etats-Unis surendettés s'effondra.

A long terme, la Russie va continuer à augmenter sa solvabilité, mais à l'avenir, elle aura également besoin de l'économie européenne. L'économie allemande continuera uniquement à croître jusqu'en 2050, si elle s'élargit vers l'Est. La Russie dispose de toutes les matières premières dont nous avons besoin et nous avons toutes les technologies dont la Russie a besoin. Pour les deux pays et pour l'Europe, cette coopération est décisive pour la prospérité durant un siècle.¹ Si nous nous laissons évincer par les Etats-Unis, les entreprises américaines concurrentes vont conquérir ce marché et nous resterons les perdants.

Mais qui ose, en Allemagne ou en Europe, s'opposer au comportement arbitraire des Américains?

¹ cf. Hamer, Eberhard, *Visionen 2050. Wohin steuern wir? Trends und Prognosen für Deutschland und Europa*. [Vision 2050. Où nous dirigeons-nous? Tendances et prévisions pour l'Allemagne et l'Europe], Kopp Verlag 2016

La Déclaration de Paris

Une Europe en laquelle nous pouvons croire

L'Europe nous appartient et nous appartenons à l'Europe

1) Ces terres constituent notre *maison*, nous n'en avons aucune autre. Les raisons pour lesquelles nous chérissons l'Europe dépassent notre capacité à expliquer ou justifier cette fidélité. C'est une affaire d'histoires communes, d'espérances et d'amours. C'est une affaire de coutumes, de périodes de joie et de douleur. C'est une affaire d'expériences enthousiasmantes de réconciliation, et de promesses d'un avenir partagé. Les paysages et les événements de l'Europe nous renvoient des significations propres, qui n'appartiennent pas aux autres. Notre maison est un lieu où les objets nous sont familiers et dans laquelle nous nous reconnaissons, quelle que soit la distance qui nous en éloigne. L'Europe est notre civilisation, pour nous précieuse et irremplaçable.

Une fausse Europe nous menace

2) L'Europe, dans sa richesse et grandeur, est menacée par une vision fausse qu'elle entretient d'elle-même. Cette fausse Europe se voit comme l'aboutissement de notre civilisation, mais, en réalité, elle s'apprête à confisquer les patries. Elle cautionne une lecture caricaturale de notre histoire, et porte préjudice au passé. Les porte-étendards de cette fausse Europe sont des orphelins volontaires, qui conçoivent leur situation d'apatrides comme une noble prouesse. La fausse Europe se targue d'être le précurseur d'une communauté universelle, qui n'est ni une communauté, ni universelle.

La fausse Europe est utopique et tyrannique

3) Les partisans de cette fausse Europe sont envoûtés par les superstitions d'un progrès inévitable. Ils croient que l'Histoire est de leur côté, et cette foi les rend hautains et dédaigneux, incapables de reconnaître les défauts du monde post-national et post-culturel qu'ils sont en train de construire. Dès lors, ils sont ignorants des vraies sources de la décence humaine. Ils ignorent et même répudient les racines chrétiennes de l'Europe. Simultanément, ils prennent bien soin de ne pas froisser les musulmans, censés adopter joyeusement leur perspective laïque et multiculturelle. Noyée dans ses superstitions et son ignorance, aveuglée par des visions utopiques et prétentieuses, cette fausse Europe étouffe toute dissidence – au nom, bien sûr, de la liberté et de la tolérance.

Nous devons protéger l'Europe véritable

4) Nous entrons dans une voie sans issue. La plus grande menace pour l'avenir de l'Europe

«L'Europe, dans sa richesse et grandeur, est menacée par une vision fausse qu'elle entretient d'elle-même. Cette fausse Europe se voit comme l'aboutissement de notre civilisation, mais, en réalité, elle s'apprête à confisquer les patries. [...] Les porte-étendards de cette fausse Europe sont des orphelins volontaires, qui conçoivent leur situation d'apatrides comme une noble prouesse. La fausse Europe se targue d'être le précurseur d'une communauté universelle, qui n'est ni une communauté, ni universelle. [...] Les partisans de cette fausse Europe sont envoûtés par les superstitions d'un progrès inévitable. Ils croient que l'Histoire est de leur côté, et cette foi les rend hautains et dédaigneux, incapables de reconnaître les défauts du monde post-national et post-culturel qu'ils sont en train de construire. Dès lors, ils sont ignorants des vraies sources de la décence humaine. Ils ignorent et même répudient les racines chrétiennes de l'Europe. [...] Noyée dans ses superstitions et son ignorance, aveuglée par des visions utopiques et prétentieuses, cette fausse Europe étouffe toute dissidence – au nom, bien sûr, de la liberté et de la tolérance.»

n'est ni l'aventurisme de la Russie ni l'immigration musulmane. L'Europe véritable est menacée par l'état suffocant dont cette fausse Europe nous écrase. Nos nations, et notre culture partagée, se laissent exténuées par des illusions et des aveuglements à propos de ce qu'est l'Europe et ce qu'elle devrait être. Nous prenons l'engagement de résister à cette menace pour notre avenir. Nous défendrons, soutiendrons et nous nous ferons les champions de cette Europe véritable, cette Europe à laquelle en vérité nous appartenons tous.

La solidarité et la loyauté civique encouragent la participation active

5) L'Europe véritable attend et encourage la participation active dans le projet commun de vie politique et culturelle. L'idéal européen est un idéal de solidarité fondé sur le consentement à un corps juridique appliqué à tous, mais limité dans ses exigences. Ce consentement n'a pas toujours pris la forme d'une démocratie représentative. Cependant, nos traditions de fidélité civique, quelles qu'en soient les formes, reflètent un assentiment fonamen-

«L'Europe véritable est une communauté de nations. Nous avons nos propres langues, traditions et frontières. Néanmoins, nous avons toujours reconnu une affinité des uns pour les autres [...]. Cette unité-dans-la-diversité nous paraît naturelle. Cette affinité est remarquable et précieuse, car elle ne va pas de soi. La forme la plus commune d'unité-dans-la-diversité est l'empire, que les rois guerriers européens ont tenté de recréer après la chute de l'Empire romain. L'attrait d'une forme impériale a perduré, bien que le modèle de l'Etat-nation ait pris le dessus: cette forme politique lie le peuple à la souveraineté. L'Etat-nation dès lors est devenu la caractéristique principale de la civilisation européenne.»

tal à nos fondements culturels. Par le passé, les Européens se sont battus pour rendre nos systèmes politiques plus ouverts à la participation collective, et nous sommes humblement fiers de cette histoire. En dépit des modalités qu'ils ont utilisées, parfois à travers la rébellion générale, ils ont affirmé haut et fort qu'en dépit de leurs injustices et de leurs échecs, les traditions des peuples de ce continent sont les *nôtres*. Notre vocation réformatrice fait de l'Europe un séjour où l'on recherche toujours plus de justice. Notre esprit de progrès prend racine dans notre amour pour notre terre natale et notre fidélité à son égard.

Nous ne sommes pas des sujets passifs

6) Un esprit européen d'unité nous incite à nous faire confiance dans l'espace public, même quand nous ne nous connaissons pas. Les parcs publics, les places et les larges avenues des villes et métropoles européennes racontent l'esprit politique européen: nous partageons notre vie commune et la *res publica*. Nous partons du principe qu'il est de notre devoir d'être responsables pour l'avenir de nos sociétés. Nous ne sommes pas des sujets passifs, sous la domination de pouvoirs despotiques, qu'ils soient religieux ou laïques. Nous ne sommes pas non plus couchés devant d'implacables forces de l'Histoire. Etre européen signifie posséder un pouvoir politique et historique. Nous sommes les auteurs de notre destin partagé.

L'Etat-nation est la marque de fabrique de l'Europe

7) L'Europe véritable est une communauté de nations. Nous avons nos propres langues, traditions et frontières. Néanmoins, nous avons toujours reconnu une affinité des uns pour les autres, même quand nous étions en désaccord, voire même en guerre. Cette unité-dans-la-diversité nous paraît naturelle. Cette affinité est remarquable et précieuse, car elle ne va pas de soi. La forme la plus commune d'unité-dans-la-diversité est l'empire, que les rois guerriers européens ont tenté de recréer après la chute de l'Empire romain. L'attrait d'une forme impériale a perduré, bien que le modèle de l'Etat-nation ait pris le dessus: cette forme politique lie le peuple à la souveraineté. L'Etat-nation dès lors est devenu la caractéristique principale de la civilisation européenne.

Nous ne soutenons pas une unité imposée et forcée

8) Une communauté nationale s'enorgueillit toujours d'elle-même, a tendance à se van-

Suite page II

L'UE n'est pas l'Europe

La construction et la politique de l'Union européenne donne l'impression d'un fiasco total. Les propositions avancées par le Président de la Commission européenne *Jean-Claude Juncker*, le Président d'Etat français *Emmanuel Macron* et le Président du Conseil européen *Donald Tusk* au cours des semaines écoulées pour résoudre les problèmes ne sont pas convaincantes. Ces derniers misent sur un accroissement du poids de l'UE et ignorent délibérément le fait que l'UE ne peut résoudre leurs problèmes, notamment parce qu'elle comporte déjà dans sa compréhension de base la raison primordiale des problèmes.

La question d'une nouvelle orientation se pose donc avec toujours plus d'insistance. Cependant, l'espérance de pouvoir se reposer sur des grandes puissances telles que les Etats-Unis, la Russie ou la Chine ne résout pas ce problème.

Les Etats-Unis, dirigeant depuis la Seconde Guerre mondiale la destinée de l'Europe occidentale et depuis 1990 celles de presque tous les pays européens jusqu'à la frontière russe, ne peuvent et ne doivent plus être un point de repère. La politique américaine menace toute l'Europe. Les citoyens américains, portant de précieuses idées pour le vivre-ensemble des personnes, des peuples et des Etats, ne définissent pas cette politique, ce sont d'autres forces. Leur

liste de méfaits et de dégâts est longue et un changement de cap n'est pas en vue.

Le grand pays de la Russie fait également partie de l'Europe et représente presque un continent à lui seul. Il contribue à des aspects importants du débat sur la future Europe. Le discours du président russe *Vladimir Poutine* au Club de Valdai de début octobre 2017¹ a démontré à quel point la situation des relations internationales est soigneusement analysée et que les excellentes réflexions formulées méritent d'être prises au sérieux. Mais la Russie a sa propre histoire, ses propres problèmes et cherche sciemment sa propre voie russe.

Cela est également valable pour la Chine. Quiconque veut se faire une idée réaliste de la Chine et de sa politique à la suite au 19^e Congrès du parti communiste chinois d'octobre 2017 ferait bien de ne pas se fier uniquement à la couverture médiatique occidentale. Les sites Internet en allemand des médias chinois² offrent davantage d'information. Ainsi, on ne réalise pas seulement que nous n'apprenons rien de substantiel de nos médias. Il s'avère aussi que ce pays a sa propre histoire, ses propres problèmes et choisit actuellement aussi en pleine conscience ses propres solutions.

Les Etats européens devraient entretenir de bonnes relations d'égal à égal avec toutes les grandes puissances, devraient les déve-

lopper selon les valeurs et les règles du droit international et exiger des grandes puissances qu'elles les respectent également. Cependant, ce n'est pas à ce niveau que nous trouverons des modèles pour une future voie européenne – il n'y a qu'un seul principe pouvant nous servir de modèle: prendre conscience de notre propre histoire, reconnaître et nommer nos propres problèmes et aller de l'avant sur notre propre voie.

Il est donc primordial que les gens en Europe réfléchissent à un chemin européen autonome, à un chemin autonome des Etats européens – au-delà des propositions de l'UE, dont la volonté de se mettre au même niveau que l'Europe (UE=Europe) doit être clairement rejetée.

Début octobre, un groupe d'érudits et d'intellectuels européens de diverses facultés des sciences sociales et humaines ont présenté un manifeste appelé «La Déclaration de Paris»³, avec comme sous-titre programmatique «Une Europe en laquelle nous pouvons croire». En mai 2017, ce groupe, dont les membres sont issus de divers pays européens, s'est rencontré pour la première fois à Paris. Ils se sont rassemblés suite à leur inquiétude profonde concernant la situation actuelle de la politique, de la culture et de la société européennes – et avant tout, concernant l'état de la pensée européenne. L'Europe est en train de détruire son immense héritage civilisation-

nel. Au lieu de rester les bras croisés ou de se limiter à diagnostiquer une nouvelle fois le «déclin de l'Occident», ces personnalités se sont décidées à rédiger une déclaration et de la rendre publique. «La déclaration de Paris» est un appel à une nouvelle compréhension et reconnaissance de la substance culturelle de l'Europe. C'est une invitation aux populations européennes, de se réapproprier activement le meilleur des traditions européennes et de reconstruire ensemble un avenir pacifique, «noble» et plein d'espoir.

Nous appelons à une étude sérieuse de ce texte et nous vous invitons à également vous exprimer publiquement – au-delà du programme de l'UE défendant le mainstream – sur les questions cruciales concernant l'avenir de l'Europe.

Karl Müller

¹ Le site «Sans à priori», par exemple, a publié ce discours sur: <https://sansapriori.net/2017/11/01/2291-reunion-du-club-de-discussion-international-de-valdai-par-vladimir-poutine-du-19-octobre-2017/>

² Par exemple le site en allemand de l'agence de presse Xinhua: german.xinhuanet.com

³ La déclaration est publiée en de nombreuses langues européennes sur divers sites Internet: en français sur <https://www.dreuz.info/2017/10/24/la-declaration-de-paris-une-europe-en-laquelle-nous-pouvons-croire/>

«La Déclaration de Paris»

suite de la page I

ter de ses prouesses nationales dans tous les domaines, et entre en compétition avec les autres nations, parfois sur le champ de bataille. Les concurrences nationales ont blessé l'Europe, parfois gravement, mais n'ont jamais compromis notre unité culturelle. On peut même constater le contraire. A mesure que les Etats européens s'établissaient distinctement, une identité commune européenne se renforçait. De la terrible bouche-rie des deux guerres mondiales du XX^e siècle, nous sommes sortis encore plus résolus à honorer notre héritage commun. C'est là le témoignage d'une civilisation profondément cosmopolite: nous ne cherchons une unité d'empire forcée ou imposée. Au contraire, le cosmopolitisme européen reconnaît que l'amour patriotique et la loyauté civique débouchent sur un horizon plus large.

Le Christianisme a encouragé l'unité culturelle

9) L'Europe véritable a été façonnée par le Christianisme. L'empire universel spirituel de l'Eglise a conféré une unité culturelle à l'Europe, sans passer par un empire politique. Cela a permis le déploiement de fidélités civiques au sein d'une culture européenne partagée. L'autonomie de ce que nous appelons la société civile est devenue une caractéristique fondamentale de la vie européenne. De plus, l'Evangile chrétien ne nous apporte pas un système de lois d'origine divine. Aussi la diversité des lois séculaires des nations peut-elle être proclamée et honorée sans remettre en cause l'unité européenne. Ce n'est pas un hasard si le déclin de la foi chrétienne en Europe a correspondu aux efforts renouvelés pour établir une unité politique, un empire de la finance et un empire de normes, argüant de sentiments pseudo-religieux universels, en passe d'être construit par l'Union Européenne.

Des racines chrétiennes nourrissent l'Europe

10) L'Europe véritable affirme l'égalité digne de chaque individu, quel que soit son sexe, son rang ou sa race. Ce principe se dégage également de nos racines chrétiennes. Nos vertus sont indéniablement liées à notre héritage chrétien: impartialité, compassion, miséricorde, réconciliation, lutte pour le maintien de la paix, charité. Le christianisme a révolutionné la relation entre l'homme et la femme, valorisant l'amour et la fidélité réciproques d'une manière jamais vue ni avant ni ailleurs. Le lien du mariage permet conjointement à l'homme et à la femme de s'épanouir en communion. Tous sont également des personnes: idée chrétienne, reprise par les Lumières.

Les racines classiques encouragent l'excellence

11) L'Europe véritable s'inspire également de la tradition classique. Nous nous reconnaissons dans la littérature de l'ancienne Grèce et de l'ancienne Rome. En tant qu'Européens, nous luttons pour la grandeur des vertus classiques. Par moment, cela a débouché sur une compétition violente pour la suprématie. Cependant, dans le meilleur des cas, cette aspiration à l'excellence inspire les hommes et les femmes d'Europe à réaliser des chefs d'œuvre musicaux et artistiques d'une beauté incomparable et à faire des percées dans les domaines de la science et de la technique. Les graves vertus des Romains, maîtres d'eux-mêmes, la fierté dans la participation civique et l'esprit de questionnement philosophique des Grecs n'ont jamais été oubliés dans l'Europe véritable. Ces héritages, aussi, sont les nôtres.

L'Europe est un projet partagé

12) L'Europe véritable n'a jamais été parfaite. Les partisans de la fausse Europe n'ont pas tort de chercher des progrès et des réformes; beaucoup a été accompli depuis 1945 et 1989 que nous devons chérir et honorer. Notre vie partagée est un projet continu, tout sauf un héritage fossilisé. Cependant l'avenir de l'Europe repose sur une fidélité renouvelée au meilleur de nos traditions, non sur un universalisme fallacieux qui exige l'oubli et la haine de soi. L'Europe n'a pas commencé avec les Lumières. Notre patrie bien-aimée ne sera pas accomplie avec l'Union Européenne. L'Europe véritable est, et sera toujours, une communauté

«Alors même qu'on vante une liberté sans précédent, la vie européenne devient de plus en plus régulée. Ces règles, souvent conçues par des technocrates sans visage à la solde des puissants, gouvernent nos relations professionnelles, nos décisions d'affaires, nos qualifications éducatives et nos médias d'information et de divertissement. L'Europe cherche à limiter la liberté d'expression, cette spécificité européenne qui incarne la liberté de conscience.»

de nations, chacune jalouse de sa singularité. Pourtant, nous demeurons tous unis autour d'un héritage spirituel, qu'ensemble nous débattons, développons, partageons et aimons.

Nous perdons notre maison

13) L'Europe véritable est en péril. La noblesse de la souveraineté populaire, la résistance à l'empire, un cosmopolitisme capable d'amour civique, la conception chrétienne d'une vie humaine et digne, un lien vivant avec notre légende classique, tout cela nous échappe de plus en plus. Pendant que les partisans de la fausse Europe construisent leur fausse Chrétienté des droits humains universels, nous perdons notre maison.

Une fausse liberté prédomine

14) La fausse Europe se vante d'être résolument engagée pour la liberté humaine. Cette liberté, cependant, est très partielle. Elle se prétend libération de toute contrainte: liberté sexuelle, liberté d'expression personnelle, liberté «d'être soi-même». La génération de 1968 considère ces libertés comme des victoires précieuses sur un régime culturel tout puissant et oppressif. Ils se voient comme des

génération de 1968 a détruit mais n'a rien construit. Elle a créé un vide aujourd'hui rempli par les réseaux-sociaux, un tourisme bon marché et la pornographie.

Nous sommes régulés et gérés

16) Alors même qu'on vante une liberté sans précédent, la vie européenne devient de plus en plus régulée. Ces règles, souvent conçues par des technocrates sans visage à la solde des puissants, gouvernent nos relations professionnelles, nos décisions d'affaires, nos qualifications éducatives et nos médias d'information et de divertissement. L'Europe cherche à limiter la liberté d'expression, cette spécificité européenne qui incarne la liberté de conscience. Les cibles de ces restrictions ne sont pas l'obscurité ni les assauts contre la décence publique. Au contraire, l'Europe cherche manifestement à restreindre la liberté d'expression politique. Les chefs politiques qui rappellent des vérités gênantes sur l'Islam ou l'immigration sont trainés devant les juges. Le politiquement correct impose des tabous qui empêchent toute remise en question du statu quo. Cette fausse Europe n'encourage pas vraiment une culture de liberté. Elle promet une culture d'hom-

«Alors que nous reconnaissons les aspects positifs de l'économie de marché, nous devons résister aux idéologies qui cherchent à organiser toute la société à partir de la logique du marché. Nous ne pouvons pas permettre que tout soit à vendre. Des marchés prospères requièrent l'Etat de droit, celui-ci devant viser plus haut que la simple efficacité économique.»

libérateurs; leurs transgressions sont acclamées comme de nobles prouesses morales, pour lesquelles le monde est tenu d'être reconnaissant.

L'individualisme, l'isolement et le désœuvrement se développent

15) Pour les plus jeunes générations européennes, néanmoins, la réalité est beaucoup moins belle. L'hédonisme libertin mène souvent à l'ennui et au sentiment d'inutilité. Le lien du mariage a été fragilisé. Dans le tourbillon de la liberté sexuelle, les désirs profonds de nos jeunes de se marier et de fonder des familles sont souvent frustrés. Une liberté qui aliène les plus profonds désirs du cœur, devient une malédiction. Nos sociétés s'effondrent dans l'individualisme, l'isolement et le désœuvrement. Au lieu d'être libres, nous sommes condamnés à la conformité vide du consommateur et de la culture des médias. Il est de notre devoir de dire la vérité: La

généralisation dictée par le marché et un conformisme imposé par la politique.

Le multiculturalisme ne fonctionne pas

17) Cette fausse Europe se vante d'être attachée à l'égalité comme jamais auparavant. Elle prétend lutter contre toutes les formes de discriminations liées aux appartenances raciales, religieuses ou identitaires en promouvant leur inclusion. Dans ce domaine, un progrès véritable a eu lieu, même si un esprit utopique a pris le dessus. Au cours de la génération précédente, l'Europe a poursuivi un grand projet multiculturaliste. Exiger ou même encourager l'assimilation des nouveaux venus musulmans à nos mœurs et coutumes, pour ne pas dire à notre religion, aurait été, nous dit-on, une grande injustice. Être attaché à l'égalité, nous dit-on, requiert une abjuration de notre préférence pour notre propre culture. Paradoxalement, l'entreprise multiculturaliste européenne, qui dénie les racines

«Au cours de la dernière génération, un nombre croissant des membres de notre classe dirigeante ont décidé que leurs intérêts se trouvaient favorisés par une accélération de la mondialisation. Ils espèrent construire des institutions supranationales qu'ils seraient capables de contrôler sans subir les inconvénients de la souveraineté populaire. Il devient de plus en plus clair que le «déficit démocratique» au sein des institutions européennes n'est pas simplement un problème technique qui doit être résolu par des moyens techniques. Ce déficit démocratique correspond plutôt à un engagement fondamental qui est défendu avec zèle. Qu'il soit défendu par les arguments d'une supposée «nécessité économique» ou par les exigences d'un droit international issu des droits de l'homme, qui échappe à tout contrôle, les mandarins supranationaux de l'Union Européenne confisquent la vie politique de l'Europe, répondant à toutes les remises en causes par une réponse technocratique: Il n'y a pas d'alternative. C'est la tyrannie, douce mais réelle, à laquelle nous sommes confrontés»

chrétiennes de l'Europe, exploite un idéal de charité universelle d'une manière exagérée et chimérique. Elle exige des Européens un déni de soi qui confine à la sainteté. Nous devrions alors reconnaître la colonisation de nos patries et la disparition de notre culture comme le plus grand accomplissement du XXI^e siècle; un acte collectif de sacrifice pour l'avènement d'une sorte de communauté globale, paisible et prospère.

La mauvaise foi se développe

18) Il y a beaucoup de mauvaise foi dans ce type de raisonnement. La plupart de ceux qui nous gouvernent, sans doute, reconnaissent la supériorité de la culture européenne mais refusent que cela soit affirmé publiquement d'une manière qui pourrait offenser les immigrants. De par la supériorité de la culture européenne, ils pensent que l'assimilation se fera de manière naturelle et rapide. Parodiant ironiquement la pensée impérialiste d'antan, les classes gouvernantes européennes présument que par une loi de la nature ou de l'histoire, «ils» deviendront nécessairement comme «nous»; il serait inconcevable de penser que l'inverse soit vrai. En attendant, le multiculturalisme officiel a été déployé comme un outil thérapeutique pour gérer les malheureuses mais «temporaires» tensions culturelles.

La tyrannie technocratique devient de plus en plus grande

19) Il y a une mauvaise foi encore plus présente, et encore plus sombre, à l'œuvre. Au cours de la dernière génération, un nombre croissant des membres de notre classe dirigeante ont décidé que leurs intérêts se trouvaient favorisés par une accélération de la mondialisation. Ils espèrent construire des institutions supranationales qu'ils seraient capables de contrôler sans subir les inconvénients de la souveraineté populaire. Il devient de plus en plus clair que le «déficit démocratique» au sein des institutions européennes n'est pas simplement un problème technique qui doit être résolu par des moyens techniques. Ce déficit démocratique correspond plutôt à un engagement fondamental qui est défendu avec zèle. Qu'il soit défendu par les arguments d'une supposée «nécessité économique» ou par les exigences d'un droit international issu des droits de l'homme, qui échappe à tout contrôle, les mandarins supranationaux de l'Union Européenne confisquent la vie politique de l'Europe, répondant à toutes les remises en causes par une réponse technocratique: *Il n'y a pas d'alternative*. C'est la tyrannie, douce mais réelle, à laquelle nous sommes confrontés.

La fausse Europe est fragile et impuissante

20) *L'hubris* de cette fausse Europe devient de plus en plus évidente, en dépit des grands efforts déployés par ses partisans pour entretenir de confortables illusions. Par-dessus tout, cette fausse Europe est beaucoup plus *faible* que nous tous l'avions espéré. Le divertissement populaire et la consommation matérielle ne peuvent pas entretenir la vie civique. Privés d'idéaux supérieurs et découragés par l'idéologie multiculturaliste d'exprimer une fierté patriotique, nos sociétés rencontrent difficilement la volonté de se défendre. De plus, une rhétorique inclusive et un système économique impersonnel, dominé par des grandes firmes internationales, ne saurait renouveler la confiance civique et la cohésion sociale. Il faut le dire franchement: les sociétés européennes résistent mal. Il suffit d'ouvrir les yeux pour observer une utilisation inédite de la puissance étatique, d'ingénierie sociale et d'endoctrinement dans le système éducatif. Ce n'est pas uniquement la terreur islamique qui jette des soldats lourdement armés dans nos rues. La police anti-émeute est désormais nécessaire pour réprimer des groupes protestataires et même gérer des foules enivrées des supporters de football. Le fanatisme des supporters de nos équipes de football est un signe désespéré du besoin humain profond de solidarité, un besoin qui autrement demeure inassouvi dans cette fausse Europe.

Une culture du déni de soi s'est installée

21) Les classes intellectuelles européennes sont, hélas, parmi les premiers partisans de

«La Déclaration de Paris»

suite de la page II

la vanité de cette fausse Europe. Les universités sont, sans aucun doute, une des gloires de la civilisation européenne. Là où jadis, ils cherchaient à transmettre à chaque nouvelle génération la sagesse des siècles passés, aujourd'hui, trop souvent les intellectuels associent la pensée critique à un rejet simpliste du passé. Un point de repère essentiel de la pensée européenne a été la rigoureuse discipline de l'honnêteté intellectuelle et la recherche de l'objectivité. Cependant, au cours de deux dernières générations, ce noble idéal a été transformé. L'ascétisme qui naguère visait à libérer l'esprit de la tyrannie de l'opinion dominante est devenu un conformisme irréflectif suscitant de l'animosité envers tout ce qui est nôtre. Cette position de rejet culturel permet sans trop de risque et de difficulté d'être «critique». Au cours de la dernière génération, elle a été répétée dans les amphithéâtres, au point de devenir une doctrine, un dogme. Professer ce nouveau credo représente un signe d'élévation spirituelle, et permet d'être accueilli au sein des esprits «éclairés». Nos universités sont devenues des acteurs moteurs de destruction culturelle.

Les élites arrogantes font étalage de leur vertu

22) Nos classes dirigeantes élargissent les droits humains. Elles combattent le changement climatique. Elles conçoivent un marché économique global intégré et harmonisent les politiques fiscales. Elles surveillent les progrès en vue d'une meilleure égalité des genres. Elles font tant de choses pour nous!

«Cela exige de notre part un renoncement au langage mensonger qui évite la responsabilité et encourage la manipulation idéologique. Les discours à propos de la diversité, l'inclusion et le multiculturalisme sont vides. Souvent, un tel langage est déployé de manière à faire passer des échecs pour des réussites: l'effiloche- ment de la solidarité sociale serait, «en fait», un signe d'accueil, de tolérance et d'inclusion. Cela relève du discours marketing, un langage qui vise à obscurcir plutôt qu'à éclairer la réalité. Nous devons retrouver un respect permanent de la réalité. Le langage est un instrument délicat, et avili dès lors qu'il est utilisé comme une matraque. Nous devrions être les partisans de la décence du langage. Le recours à la dénonciation est le signe de la décadence de la période contemporaine. Nous ne devons pas accepter d'être intimidés verbalement, encore moins par des menaces de mort. Nous devons protéger ceux qui parlent raisonnablement, même si nous pensons qu'ils se trompent. L'avenir de l'Europe devra être libéral dans sa meilleure signification: être attaché à un débat public solide, délivré de tous risques de violence et de coercition.»

Qu'importe-t-il les mécanismes par lesquels elles agissent? Qu'importe-t-il si les peuples européens deviennent de plus en plus sceptiques devant leur administration?

Une alternative est possible

23) Ce scepticisme grandissant est pleinement justifié. Aujourd'hui, l'Europe est dominée par un matérialisme sans but qui semble inca-

pable de motiver les hommes et les femmes à fonder des familles. Une culture du rejet prive les prochaines générations du sentiment de leur identité. Certains de nos pays ont des régions dans lesquels les musulmans vivent dans une autonomie informelle vis-à-vis des lois locales, comme s'ils étaient des colons plutôt que des membres frères de nos nations. L'individualisme nous isole les uns des autres.

La mondialisation transforme les perspectives d'avenir de millions de personnes. Quand ces perspectives sont remises en question, nos classes gouvernantes affirment qu'elles font leur possible pour s'adapter à l'inévitable, s'ajuster à des nécessités implacables. Il n'y a pas d'autres possibilités et résister serait irrationnel! Ceux qui s'opposent à cette fatalité sont dénoncés pour crime de nostalgie, méritant l'anathème de racistes ou fascistes. Alors que les divisions sociales et le manque de confiance dans les institutions deviennent de plus en plus visibles, la vie politique européenne apparaît toujours plus marquée par la colère et la rancœur, et personne ne sait où cela mènera. Nous ne devons pas continuer sur cette route. Nous devons rejeter la tyrannie de la fausse Europe. Une alternative est possible.

Nous devons repousser un pseudo-religion

24) Travailler en vue du renouveau exige de partir d'une connaissance de soi théologique. L'universalisme et les prétentions universalistes de cette fausse Europe se révèlent être les ersatz d'une entreprise religieuse, dotée de son propre credo et de ses anathèmes. C'est un opium puissant qui paralyse l'Europe en tant que corps politique. Nous devons insister sur le fait que les aspirations religieuses sont proprement du domaine de la religion et pas de celui de la politique, encore moins celui de l'administration bureaucratique. Afin de retrouver notre capacité d'action politique et historique, il est impératif de re-laïciser la vie publique européenne.

Suite page IV

Les premiers signataires de la «Déclaration de Paris»

Philippe Bénétou est un politologue français, professeur à l'Université de Rennes 1 et à l'Institut catholique d'études supérieures. Il obtient son doctorat d'Etat en sciences politiques, à l'Université de Paris I en 1973 et l'agrégation de science politique en 1976 au Visiting Scholar du Center for International Affairs du département de science politique de l'Université de Harvard aux Etats-Unis. Ses travaux portent sur la philosophie politique, en particulier le conservatisme, la problématique de l'égalité, la démocratie libérale, la question de l'opinion dominante – qu'on appelle la «nouvelle morale» – et des auteurs tels que Machiavel, Erasme et Thomas More. Il est également professeur invité au département de sociologie de l'Université de Genève, professeur à l'Assumption College (Massachusetts), à l'Institut catholique d'études supérieures de La Roche-sur-Yon, à l'Université de Marmara à Istanbul et à la Pontificia Università Gregoriana de Rome.

Rémi Brague est un essayiste, historien de la philosophie, universitaire, spécialiste de la philosophie médiévale arabe et juive et connaisseur de la philosophie grecque. Sa thèse de doctorat d'Etat est une étude sur la notion du monde chez Aristote. C'est ensuite que sa recherche s'est tournée sur le Moyen-Age arabe, juif et latin. Il enseigne la philosophie grecque, romaine et arabe à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne et l'histoire du christianisme européen à l'Université Ludwig-Maximilian de Munich. Il est membre de l'Institut de France. Rémy Brague est aussi un commentateur de l'œuvre de Heidegger et un fin lecteur de Leo Strauss. L'ouvrage qui l'a fait sortir du cadre de l'expertise philosophique érudite est «L'Europe, la voie romaine», traduit en plusieurs langues. En 2009, il devient un membre de l'Académie catholique de France et obtient le Grand prix de philosophie de l'Académie française. La «Fondation vaticane Joseph Ratzinger – Benoît XVI» lui a remis en 2012 le Prix Ratzinger pour la théologie.

Chantal Delsol est une philosophe, historienne des idées politiques et romancière française. Docteur ès lettres, elle est actuellement professeur à l'université de Marne-la-Vallée, où elle dirige le Centre d'études européennes, devenu Institut Hannah Arendt, qu'elle a fondé en 1993. Elle prend plus particulièrement pour objet de son

enseignement les relations internationales et la géopolitique européenne. Elle anime, dans ces domaines, des échanges suivis avec d'une part, l'Europe centrale et orientale, et d'autre part, l'Amérique du Sud. En 2001, elle obtient le Prix de l'Académie française pour son œuvre. Elle a été élue membre de l'Académie des sciences morales et politiques en 2007. En 2016, elle cofonde l'Ecole professorale de Paris, établissement privé de formation des enseignants.

Roman Joch est un politicien tchèque, journaliste, chroniqueur politique et traducteur. Depuis 2007, il enseigne à la faculté des sciences économiques de l'Université d'économie de Prague, où il enseigne l'idéologie politique. D'août 2010 à octobre 2012, il a été conseiller du Premier ministre tchèque Petr Neas dans les domaines de la politique extérieure et des droits de l'homme. De 2012 à 2014, il a travaillé comme conseiller du Maire de Prague Tomáš Hudek.

András Láncki est philosophe, politologue, professeur d'université et recteur de l'Université Corvinus de Budapest. Il dirige également l'Institut de politologie. De 1986 à 1991, il a publié une revue philosophique intitulée «Lightness». Il a enseigné aussi à d'autres instituts scientifiques, notamment à l'Institut des études européennes à Vienne. Il est président du centre pour le renouvellement européens fondé en 2007 et lauréat du prix de la Société hongroise de politologie. En 2009, il a obtenu la médaille d'or de l'Université Corvinus de Budapest. Ses domaines sont la philosophie politique, la théorie de la politologie, les théories de la démocratie, mais aussi le sujet du féminisme. Deux de ses domaines de recherches sont les travaux scientifiques de Leo Strauss et la science politique hongroise du XX^e siècle, notamment entre les deux guerres mondiales.

Ryszard Antoni Legutko est un philosophe polonais et politicien du parti gouvernemental «Droit et justice» (PiS). De 2005 à 2007, il a été membre du Sénat, et en 2007, brièvement ministre de la formation, puis il était secrétaire d'Etat dans la chancellerie du président. Depuis 2009, il est membre du Parlement européen. Il a fait son doctorat en philosophie en 1981. Dans les années 1980, il était l'un des éditeurs du journal d'opposition Samizdat «Arka». Après le changement de système, il a passé sa thèse d'habilitation intitulée «Critique de

la démocratie dans la philosophie politique de Platon». De 1992 à 1998, il a enseigné les sciences humaines.

Pierre Manent est philosophe français et professeur de philosophie politique. Il est directeur d'études émérite à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, où il enseigne toujours la philosophie politique. Manent grandit dans un environnement communiste. Non baptisé, il intègre l'église catholique comme adolescent. Après ses études à l'Ecole normale supérieure, il est assistant chez Raymond Aron au Collège de France. Il est membre de l'Académie pontificale des sciences sociales. Manent est un représentant important de la philosophie politique de notre temps et défend un libéralisme conservateur.

Janne Haaland Matlary est une politologue norvégienne, active dans l'église catholique romaine et politicienne conservatrice. En 1994, elle rédige sa thèse de doctorat en sciences politiques et enseigne la politique internationale à l'Université d'Oslo. Ses principaux domaines scientifiques sont la politique énergétique, la politique de sécurité et la politique internationale des droits de l'homme. De 1997 à 2000, elle est secrétaire d'Etat au ministère norvégien des Affaires étrangères. Elle était conseillère du Pape Jean-Paul II et membre du Conseil pontifical pour la justice, la paix et la famille jusqu'à sa dissolution en 2016. En 1995, elle représente le Vatican lors de la 4^e Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin. En automne 2009, Matlary est appelée par le Pape Benoît XVI à participer à l'Académie pontificale des Sciences sociales, dont elle est toujours membre académique.

Dalmacio Negro Pavón est un politologue, juriste et philosophe espagnol. Il a fait des études et son doctorat en sciences politiques et est professeur titulaire pour les domaines des fondements de la philosophie et de l'histoire de la philosophie. Il a enseigné à l'Université Complutense de Madrid. Actuellement, il est professeur émérite pour les sciences politiques à l'Université CEU San Pablo. Il est membre de l'Académie royale Ciencias Morales y Políticas.

Sir Roger Vernon Scruton est un écrivain et philosophe britannique. Il étudie la philosophie à l'Université de Cambridge et termine son doctorat avec un travail sur l'esthétique.

De 1971 à 1992, il enseigne au Birkbeck College. De 1992 à 1995, il est professeur à l'Université de Boston, de 2005 à 2009, à l'Institute for the Psychological Sciences à Arlington (Virginie). Roger Scruton est un représentant important des points de vue paléo-conservateurs, en opposition à la pensée néoconservatrice et également conservatrice-alternative («Alt-Right»).

Robert Spaemann est philosophe allemand. Il étudie la philosophie, l'histoire, la théologie et la romanistique aux universités de Münster, Munich, Fribourg (Suisse) et Paris. A l'Université de Münster, il obtient son habilitation en 1962. Il enseigne ensuite la philosophie, successivement à Stuttgart (de 1962 à 1968), à Heidelberg (de 1968 à 1972), puis à Munich, jusqu'à sa retraite en 1992. Le philosophe s'intéresse principalement à l'éthique fondée sur le christianisme. Cela l'a conduit à se prononcer publiquement contre l'arme atomique, l'euthanasie, l'avortement, et à développer une critique de l'utilitarisme. En 2006, il a participé à la réunion de philosophes et de scientifiques organisée par le pape Benoît XVI à Castel Gandolfo au sujet de l'évolution (livre des résumés: Creazione ed evoluzione, Edizioni Dehoniane in Bologna).

Bart Jan Spruyt est historien, journaliste et chroniqueur hollandais. Il étudie l'histoire à l'Université d'Utrecht et fait son doctorat en 1996 à l'Université de Leyde sur un sujet de l'histoire de l'Eglise. Spruyt fait d'abord partie de l'Eglise protestante des Pays-Bas, la quitte et rejoint l'Eglise réformée reconstituée. Il est cofondateur et, de 2002 à 2005, directeur de la fondation Edmund Burke. En septembre 2009, il est nommé professeur pour les sciences sociales et l'histoire au Wartburg College de Rotterdam. Spruyt travaille depuis 2008 également comme journaliste indépendant.

Matthias Edward Storme est spécialiste du droit, écrivain et politicien belge. Il étudie le droit et la philosophie à l'UFSIA d'Anvers (1976–1978) et à l'Université catholique de Louvain (1978–1981) et également à l'Université de Yale aux Etats-Unis. A l'Institut Max Planck de Hambourg et à l'Université de Bologne, il fait des recherches sur le droit privé étranger et international. Plus tard, il enseigne le droit aux Universités de Louvain et d'Anvers.

«La Déclaration de Paris»

suite de la page III

Nous devons restaurer un libéralisme véritable

25) Cela exige de notre part un renoncement au langage mensonger qui évite la responsabilité et encourage la manipulation idéologique. Les discours à propos de la diversité, l'inclusion et le multiculturalisme sont vides. Souvent, un tel langage est déployé de manière à faire passer des échecs pour des réussites: l'effilochement de la solidarité sociale serait, «en fait», un signe d'accueil, de tolérance et d'inclusion. Cela relève du discours marketing, un langage qui vise à obscurcir plutôt qu'à éclairer la réalité. Nous devons retrouver un respect permanent de la réalité. Le langage est un instrument délicat, et avili dès lors qu'il est utilisé comme une matraque. Nous devrions être les partisans de la décence du langage. Le recours à la dénonciation est le signe de la décadence de la période contemporaine. Nous ne devons pas accepter d'être intimidés verbalement, encore moins par des menaces de mort. Nous devons protéger ceux qui parlent raisonnablement, même si nous pensons qu'ils se trompent. L'avenir de l'Europe devra être libéral dans sa meilleure signification: être attaché à un débat public solide, délivré de tous risques de violence et de coercition.

Nous avons besoin d'hommes d'Etat responsables

26) Briser le sort de la fausse Europe et de sa pseudo-religieuse croisade utopique pour un monde sans frontières, signifie encourager un nouveau sens politique et un nouveau type d'homme d'Etat. Un bon chef politique régit le bien public d'un peuple particulier. Un bon chef d'Etat considère notre héritage européen partagé et nos traditions nationales particulières comme magnifiques et vivifiantes, mais aussi comme des dons fragiles. Il ne rejette pas cet héritage et ne tente pas de le perdre en poursuivant des rêves utopiques. De tels chefs recherchent les honneurs décernés par leur peuple, ils ne recherchent pas l'approbation de la «communauté internationale», qui correspond en réalité à un instrument de relations publiques pour une oligarchie.

Nous devons renouveler l'unité nationale et la solidarité

27) Reconnaisant le caractère particulier des nations européennes, et leur marque chrétienne, nous ne devons pas être mis en difficulté par les fausses affirmations des multiculturalistes. Une immigration sans assimilation est une colonisation, et celle-ci doit être rejetée. Nous attendons justement de ceux qui migrent vers nos terres qu'ils s'incorporent à nos nations en adoptant nos mœurs. Cette attente doit être soutenue par des politiques consistantes. Le langage du multiculturalisme a été importé d'Amérique. Cependant, la grande période d'immigration vers les Etats-Unis s'arrêta au début du XX^e siècle, en une période de croissance économique rapide et remarquable, dans un pays n'ayant virtuellement pas d'Etat-providence, doté d'un sens très prononcé de l'identité nationale à laquelle les immigrés étaient tenus de s'assimiler. Après avoir laissé entrer un nombre considérable d'immigrants, l'Amérique ferma presque complètement ses portes durant près de deux générations. L'Europe devrait apprendre de l'expérience américaine plutôt que d'adopter des idéologies étatsuniennes contemporaines. Cette expérience souligne le fait que le travail est un puissant moteur d'assimilation, qu'une politique sociale généreuse peut empêcher l'assimilation, et qu'une politique prudente peut obliger à réduire l'immigration, parfois drastiquement. Nous ne devons pas permettre à l'idéologie multiculturaliste de déformer nos jugements politiques sur la meilleure manière de servir le bien commun; lequel exige pour commencer une communauté nationale assez unitaire et solidaire pour voir son bien comme commun!

Seuls les empires sont multiculturels

28) Après la Seconde Guerre mondiale, l'Europe de l'ouest a cultivé des démocraties entreprenantes. Après l'effondrement de l'Union soviétique, les nations d'Europe centrale ont restauré la vitalité de leurs institutions civiques. Celles-ci font partie des plus précieuses prouesses de l'Europe. Elles seront perdues si nous ne traitons pas la question de

«Nous croyons que l'Europe a une histoire et une culture dignes d'être entretenues. Nos universités, cependant, bien trop souvent trahissent notre héritage culturel. Nous devons réformer les programmes éducatifs pour encourager la transmission de notre culture commune plutôt que d'endoctriner les plus jeunes à une culture du rejet de soi. Les professeurs et les tuteurs à tous les niveaux ont un devoir de mémoire. Ils devraient être fiers de leur rôle de pont entre les générations du passé et les générations à venir. Nous devons renouveler la culture d'élite de l'Europe en définissant le sublime et le beau comme notre étalon commun, en rejetant la dégradation des arts dans une forme de propagande politique.»

l'immigration et du changement démographique de nos nations. Seuls les empires sont multiculturels, ce que deviendra l'Union européenne si nous échouons à faire du renouvellement de la solidarité et de l'unité civique les critères à partir desquels nous évaluerons les politiques d'immigration et les stratégies d'assimilation.

De saines hiérarchies contribuent au bien-être social

29) Beaucoup se trompent en pensant que l'Europe n'est agitée que par des controverses à propos de l'immigration. En vérité, ce débat n'est qu'une dimension d'un délitement social général. Nous devons reconnaître en général la dignité de rôles particuliers dans la société. Les parents, instituteurs et professeurs ont un devoir de former ceux qui se trouvent sous leur responsabilité. Nous devons résister au culte d'une expertise obtenu au détriment de la sagesse, du tact, de la quête d'une vie cultivée. Il ne peut y avoir de renouveau de l'Europe sans rejet déterminé d'un égalitarisme exagéré et d'une réduction de la sagesse au savoir technique. Nous approuvons les réussites politiques de l'ère moderne. Chaque homme et femme doit avoir un vote égal. Les droits fondamentaux doivent être protégés. Cependant une démocratie saine requiert des hiérarchies sociales et culturelles qui encouragent la quête de l'excellence et qui honorent ceux qui servent le bien commun. Nous devons restaurer un sentiment de grandeur spirituelle et l'honorer selon ce qui lui est dû, afin que notre civilisation réponde au pouvoir grandissant de la seule richesse d'un côté et du divertissement vulgaire de l'autre.

Nous devons restaurer notre culture morale

30) La dignité humaine est bien plus que le droit de ne pas être inquiété, et les doctrines internationales des droits de l'homme n'épuisent pas les revendications de justice, encore moins celles du bien. L'Europe doit retrouver un nouveau consensus à propos de la culture morale afin que les populations soient guidées vers une vie plus vertueuse. Nous ne devons pas permettre à une fausse conception de la liberté d'empêcher l'usage prudent de la loi pour prévenir le vice. Nous devons être indulgents devant la faiblesse humaine, mais l'Europe ne peut s'épanouir sans la restauration d'une aspiration commune vers une conduite élevée et vers l'excellence. Une culture qui accomplissement des devoirs de chacun selon sa place. Nous devons renouveler le respect

«Nous rejetons comme simpliste l'affirmation selon laquelle il n'y a pas d'alternative responsable à la solidarité artificielle et sans âme d'un marché unifié, à une bureaucratie transnationale, à la société du divertissement. Le pain et les jeux ne suffisent pas. L'alternative responsable est l'Europe véritable. [...] Aujourd'hui, nous demandons à tous les Européens de nous rejoindre pour rejeter l'utopie fantaisiste d'un monde multiculturel sans frontières. Nous aimons dans une juste mesure nos patries et nous cherchons à transmettre à nos enfants toutes les nobles choses que nous avons reçues en patrimoine. Comme Européens, nous partageons aussi un héritage commun, un héritage exigeant la paix de l'Europe des nations. Renouvelons la souveraineté nationale, retrouvons la dignité d'une responsabilité politique commune pour le bien et l'avenir de l'Europe.»

mutuel entre les classes sociales, caractéristique d'une société qui valorise les contributions de tous.

Les marchés doivent être ordonnés en vue de finalités sociales

31) Alors que nous reconnaissons les aspects positifs de l'économie de marché, nous devons résister aux idéologies qui cherchent à organiser toute la société à partir de la logique du marché. Nous ne pouvons pas permettre que tout soit à vendre. Des marchés prospères requièrent l'Etat de droit, celui-ci devant viser plus haut que la simple efficacité économique. Les marchés fonctionnent bien lorsqu'ils sont enracinés dans des institutions sociales robustes organisées selon leurs propres principes, qui ne relèvent pas de la logique de marché. La prospérité économique, bien qu'elle soit bénéfique, ne correspond pas au plus haut degré du bien. Les marchés doivent être orientés en vue de finalités sociales. Aujourd'hui, le gigantisme des entreprises menace même la souveraineté politique. Les nations ont besoin de coopérer et de maîtriser l'arrogance et l'indifférence des forces économiques globales. Nous soutenons l'usage prudent de la puissance gouvernementale pour poursuivre des biens sociaux non-économiques.

L'éducation doit être réformée

32) Nous croyons que l'Europe a une histoire et une culture dignes d'être entretenues. Nos universités, cependant, bien trop souvent trahissent notre héritage culturel. Nous devons réformer les programmes éducatifs pour encourager la transmission de notre culture commune plutôt que d'endoctriner les plus jeunes à une culture du rejet de soi. Les professeurs et les tuteurs à tous les niveaux ont un devoir de mémoire. Ils devraient être fiers de leur rôle de pont entre les générations du passé et les générations à venir. Nous devons renouveler la culture d'élite de l'Europe en définissant le sublime et le beau comme notre étalon commun, en rejetant la dégradation des arts dans une forme de propagande politique. Ceci va nécessiter une nouvelle génération de mécènes. Les entreprises et les bureaucraties se sont montrées de mauvais gestionnaires des arts.

Le mariage et les familles sont essentiels

33) Le mariage est le fondement de la société civile et constitue la base de l'harmonie entre les hommes et les femmes. C'est un lien intime organisé autour de l'entretien d'un foyer durable et l'éducation des enfants. Nous affirmons que nos rôles les plus fonda-

mentaux en société en tant qu'êtres humains sont ceux de pères et mères. Le mariage et les enfants sont intrinsèquement liés à toute conception de l'épanouissement de l'être humain. Les enfants requièrent le sacrifice de ceux qui les font venir au monde. Ce sacrifice est noble et doit être honoré. Nous soutenons les prudentes politiques sociales qui encouragent et renforcent le mariage, les naissances et l'éducation des enfants. Une société qui échoue dans l'accueil de ses propres enfants n'a pas d'avenir.

Le populisme doit être interrogé

34) L'anxiété augmente en Europe aujourd'hui face à la montée de ce qui est appelé le «populisme». Alors que ce terme n'est jamais vraiment défini, il est utilisé comme une invective. Nous avons nos doutes par rapport à ce phénomène. L'Europe doit faire appel à la sagesse de ses traditions plutôt que de compter sur des slogans ou des appels émotifs à la division. Cependant nous considérons que ce phénomène peut représenter une saine rébellion contre la tyrannie de la fausse Europe, qui étiquette comme «anti-démocratique» toute menace à son monopole de légitimité morale. Le dénommé «populisme» questionne la dictature du statu quo, le «fanatisme du centre», et le fait légitimement. C'est un signe que même au milieu de notre culture politique dégradée et appauvrie, la capacité d'action historique des peuples européens peut renaître.

Notre avenir est celui de l'Europe véritable

35) Nous rejetons comme simpliste l'affirmation selon laquelle il n'y a pas d'alternative responsable à la solidarité artificielle et sans âme d'un marché unifié, à une bureaucratie transnationale, à la société du divertissement. Le pain et les jeux ne suffisent pas. L'alternative responsable est l'Europe véritable.

Nous devons prendre nos responsabilités

36) Aujourd'hui, nous demandons à tous les Européens de nous rejoindre pour rejeter l'utopie fantaisiste d'un monde multiculturel sans frontières. Nous aimons dans une juste mesure nos patries et nous cherchons à transmettre à nos enfants toutes les nobles choses que nous avons reçues en patrimoine. Comme Européens, nous partageons aussi un héritage commun, un héritage exigeant la paix de l'Europe des nations. Renouvelons la souveraineté nationale, retrouvons la dignité d'une responsabilité politique commune pour le bien et l'avenir de l'Europe. •

Philippe Bénéton (France)

Rémi Brague (France)

Chantal Delsol (France)

Roman Joch (République tchèque)

András Láncki (Hongrie)

Ryszard Legutko (Pologne)

Pierre Manent (France)

Dalmacio Negro Pavón (Espagne)

Roger Scruton (Grande Bretagne)

Robert Spaemann (Allemagne)

Bart Jan Spruyt (Pays-Bas)

Matthias Storme (Belgique)

Source: <https://www.dreuz.info/2017/10/24/la-declaration-de-paris-une-europe-en-laquelle-nous-pouvons-croire/>**Horizons et débats**

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale 729, CH-8044 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Faire sauter les structures établies par la numérisation?

Le droit du travail suisse en ligne de mire

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

La numérisation de tous les domaines de la vie est actuellement présentée comme vision future indispensable et inévitable: les élèves sont – contrairement aux avertissements de pédagogues renommés – dès la petite enfance troublés par des tablettes, les services publics sont de plus en plus souvent garantis par des automates ou des offres en ligne, le vote électronique avance en dépit de graves problèmes de sécurité et d'objections démocratiques, des communes entières se tournent vers les services électroniques. Les entreprises fournisseurs des technologies de l'information et de la communication (TIC) battent tambour pour pouvoir faire des affaires prometteuses de plusieurs milliards avec l'Etat suisse financièrement solide. Entre-temps, le Conseil fédéral milite pour la stratégie «Suisse numérique» (cf. «Horizons et débats» n° 25 du 16/10/17).

Actuellement, c'est le droit du travail suisse qui est en ligne de mire, un bon exemple de la transformation des «formes traditionnelles de vivre et de travailler ensemble»¹, c'est-à-dire l'intégration de la population active dans les structures globalisées et les grandes entreprises numérisées. Nous allons maintenant vous présenter quelques transformations importantes dans le domaine du droit du travail que nous devons soigneusement garder en vue ces prochains temps.

Le 4 octobre 2017, le think-tank *Avenir Suisse* a publié une étude intitulée «Quand les robots arrivent. Préparer le marché du travail à la numérisation.» Le 8 novembre, le Conseil fédéral a adopté le rapport «Les conséquences de la numérisation sur l'emploi et les conditions de travail – risques et opportunités». Permettez-moi d'aborder certains points importants.

«Préparer le marché du travail à la numérisation»

Le Conseil fédéral examine dans son rapport les mesures nécessaires à prendre suite à la restructuration du marché du travail par la numérisation: «Pour ce faire, il vise deux objectifs: d'une part, axer davantage la formation sur les compétences et les connaissances nécessaires dans l'économie numérique et, d'autre part rendre le marché du travail encore plus souple pour exploiter la transformation numérique. Parallèlement, la protection des risques sociaux doit être garantie.»²

Analyser individuellement toutes les mesures – d'abord envisagées – est prévu pour ces prochains temps. Aujourd'hui, nous traiterons d'abord les questions de droit du travail demandant à être résolues dans le contexte de la numérisation.

L'objectif visé par l'étude de plus de 70 pages rédigée par *Avenir Suisse* est «la flexibilité du marché du travail suisse relativement libéral [...] à préserver et à augmenter encore dans la «quatrième révolution industrielle» ainsi que «rejeter clairement l'interventionnisme d'Etat et de nouvelles régulations.»³ Une plus grande flexibilité est avant tout attendue de la part des travailleurs: ils devraient être prêts à renoncer à une partie de la protection du salarié dans la loi sur le travail suisse, car c'est seulement à condition de «modèles de travail plus flexibles» que la numérisation ne réduira pas les emplois, mais au contraire, créera «la condition pour de nouveaux emplois» (étude *Avenir Suisse*, p. 7).

La numérisation est donc susceptible d'imposer des transformations massives sur le marché du travail et d'accroître l'incertitude pour de nombreux travailleurs. Quiconque cherchant à l'avenir un emploi – ou même plusieurs emplois! – permettant à sa famille et à lui-même de vivre raisonnablement doit s'attendre à de grosses difficultés. C'est pourquoi nous, en tant que citoyens, devons également «être vigilants et garder les risques en vue» et participer à temps à la discussion.

Le «travail atypique» augmentera – la protection des travailleurs sera réduite

Même, si la grande majorité de travailleurs ont aujourd'hui encore en Suisse un emploi à plein temps ou à temps partiel (choisi volontairement), 18% des emplois sont déjà – avec une

Economie des petits boulots («Gig Economy»): la transformation du marché du travail et l'isolement de l'individu

mw. Les «plates-formes numériques», c'est-à-dire les relations commerciales par Internet, où les partenaires ne se connaissent pas personnellement, est décrit de la manière suivante sur la toile: «Les modèles commerciaux basés sur des plates-formes influencent la manière de chercher un logement, d'entrer en contact, de payer, de se déplacer et de travailler. En principe, ces plates-formes facilitent uniquement la rencontre entre l'offre et la demande.

Uber, par exemple, ne se définit pas comme plate-forme de transport, mais comme plate-forme de services. Ces plates-formes se retrouvent dans des marchés multilatéraux et relient deux groupes de personnes entre eux, comme par exemple les passagers et les chauffeurs ou les acheteurs et les vendeurs. D'habitude, exemple typique, le chauffeur d'une voiture *Uber* conduit son propre véhicule et le propriétaire d'un logement *Airbnb* loue son propre appartement pour remplir la commande. Le propre de ces plates-formes est que le requérant fait partie de la «Gig-Economy» puisqu'on le paie pour chaque commande et donc sur la base d'une «économie des petits boulots.»

Dans cette sorte d'économie, les requérants travaillent temporairement et sans sécurité contractuelle ou protection sociale en tant que travailleurs soi-disant «indépendants» et «libres» («Freelancers»). Selon la source indiquée ci-dessous, 34% [!] de la population active des Etats-Unis travaillent en tant qu'«indépendants» et selon «Deloitte Research» (2016), il y aurait en Suisse environ 25% des personnes en âge de travailler qui ont de telles occupations, en partie à côté de leur travail à plein temps ou à temps partiel.

Etant mal et irrégulièrement payés et assumant tout risque d'accident ou de maladie eux-mêmes, l'indépendance de ces «freelancers» ou «clickworkers» est assez illusoire. L'entrepreneur y gagne à plusieurs niveaux: il n'a ni frais de bureaux, ni stages de formation continue, ni primes de sécurité sociale à payer, et la rémunération pour chaque commande ou chaque projet est forcément beaucoup moins élevée que les salaires d'employés sous contrat.

Source: Cornaz, Catherine. «Gig Economy: Wie Uber & Co. die Arbeitswelt verändern» [Comment Uber et Cie transforment le monde du travail]. 6/4/17. <https://blog.hslu.ch/diginect/2017/04/06/gig-economy>

tendance croissante – «atypiques»: des contrats temporaires, le travail sur appel sans heures de travail minimum garanties, le télétravail, les travailleurs à emplois multiples et les travailleurs indépendants fictifs de la «Gig economy» (cf. encadré). Alors qu'*Avenir Suisse* apaise en affirmant que la crainte de l'augmentation de formes de travail «précaires» (donc sous-payé et mal assuré) est pratiquement infondée, les auteurs expliquent quelques pages plus loin: «A moyen terme, l'importance des nouvelles formes de gagne-pain va augmenter. Une forte augmentation pourrait même être interprétée comme signal positif pour la Suisse.» Car dans le premier «World Digital Competitiveness Ranking (IMD, 2017)», la Suisse ne se trouve qu'à la 8^e position ... (étude *Avenir Suisse*, p. 30 et 34).

Ainsi, le think-tank et certains parlementaires de partis bourgeois exigent la réduction de la protection des employés dans la «Loi fédérale sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (Loi sur le travail, LTr)».

Réformes planifiées de la loi du travail: réglementation plus flexible du temps de travail et de repos ainsi que de la saisie des heures de travail

D'abord une remarque préliminaire: le droit du contrat de travail privé est réglementé dans le *Code suisse des obligations* (CO). Outre un certain nombre de règlements obligatoires, par exemple, les délais de préavis pour le licenciement ou le versement du salaire en cas de maladie, la conception du contrat est soumise dans de nombreuses questions à l'appréciation de l'employeur et de l'employé ou bien

à la *Convention collective de travail* (CCT) entre les syndicats et les Unions patronales. En revanche, la *Loi sur le travail* (LTr) contient principalement les normes de sécurité obligatoires pour les employés, par exemple, les heures de travail maximales, le règlement des heures supplémentaires, le temps de repos, l'interdiction du travail de nuit (avec des exceptions clairement définies), etc.

Comme aujourd'hui une grande partie de la population active en Suisse travaille dans le secteur des services et beaucoup – notamment en rapport avec la numérisation – ne sont plus liés exclusivement à un emploi dans l'entreprise, un certain nombre de nouvelles interventions concernant le temps de travail et de repos ont été déposées au Conseil national et au Conseil des Etats:

- temps de travail et de repos: les travailleurs exerçant une fonction dirigeante et les spécialistes ne sont pas soumis à la durée maximum de travail; la durée du temps de repos prescrite de 11 heures par jour doit être assouplie [ce qui existe déjà aujourd'hui; *mw.*];⁴
- régime d'annualisation du temps de travail: doit être possible par voie d'ordonnance du Conseil fédéral;⁵
- saisie du temps de travail: les travailleurs exerçant une fonction dirigeante et les spécialistes doivent en général être exclus de la saisie du temps de travail;⁶ de même les employés de start-ups détenant des participations dans l'entreprise au cours des cinq premières années;⁷
- télétravail: quiconque travaille partiellement à la maison, le règlement de la durée

Résistance contre le service de transport Uber à Zurich

mw. Novembre 2014: *Uber Pop* débute à Zurich. Les automobilistes privés sans licence de chauffeur de taxi commencent à charger des passagers à des prix extrêmement bas. («Tages-Anzeiger»).

Août 2015: l'Association des chauffeurs de taxi de l'aéroport de Zurich se plaint des conducteurs *Uber* qui se pressent dans les aires d'attente officielles des taxis de l'aéroport («Schweiz am Sonntag»).

Décembre 2015: manifestation spontanée des chauffeurs de taxi dans le centre-ville de Zurich avec un concert de klaxons et un blocus de la circulation. La cause: les chauffeurs de taxi officiels sont condamnés à une amende s'ils ne respectent pas les temps de travail et de repos légaux, les conducteurs *Uber* ne le sont pas. L'Association des taxis zurichois exige une interdiction ou au moins un contrôle strict des chauffeurs d'*Uber Pop* («Blick»).

Décembre 2016: la radio/télévision suisse alémanique SRF parle de plus de 500 procédures pénales contre des chauffeurs ayant régulièrement transporté des passagers sans autorisation correspondante. La police cantonale de Zurich a arrêté 139 conducteurs d'*Uber* et la police municipale 79. Certains conducteurs demandent aux passagers de se mettre à l'avant pour simuler un voyage privé (SRF émission «10vor10»).

Juin 2017: après plusieurs interpellations de membres du Grand Conseil, le Conseil d'Etat zurichois décide enfin que les chauffeurs d'*Uber Pop* sans permis de travail pour le transport professionnel de personnes agissent souvent dans l'illégalité. Les conducteurs étaient compatibles avec les exigences de la société en ligne californienne, mais violaient le droit suisse («Limmattaler Zeitung»).

Août 2017: *Uber* cesse le service amateur controversé à Zurich. Les conducteurs d'*Uber Pop* ont trois mois pour obtenir un permis de taxi, afin de pouvoir à l'avenir travailler sous le label de *Uber X* («Blick»).

Source: Watson du 10/8/17. <https://www.watson.ch/Schweiz/Wirtschaft/516657605-Das-Ende-von-Uber-Pop-in-Zürich--Wie-es-der-Konzern-kommuniziert--und-wie-es-wirklich-war>

La direction californienne de cette plate-forme numérique semble très agile: elle s'adapte à la situation juridique des autres pays et continue ensuite, sans entraves, à empocher ses profits ...

maximale de travail par jour et la durée du repos n'est que partiellement valable.⁸

La protection des travailleurs doit être garantie

Un changement de la Loi sur le travail, dans un cadre modéré, est certainement sensé. Des employés ayant une fonction dirigeante doivent en principe répondre à leur cahier des charges; quand et où ils le font est aujourd'hui déjà en partie leur propre affaire. Une mère travaillant parfois à la maison sur un ordinateur afin de pouvoir s'occuper elle-même de ses enfants doit s'organiser elle-même à l'égard de son temps de travail et de repos. Cependant, il est important que les représentants des travailleurs aident à façonner de telles nouvelles réglementations en veillant à ce que le but des réglementations du temps de repos et de travail, à savoir la protection des travailleurs, reste garanti. Par exemple, dans le sens de la description faite par le syndicat *Unia* (le plus grand syndicat de Suisse): «Pour un droit du travail moderne qui protège les salarié-e-s [...]. Plutôt que de saper progressivement la Loi sur le travail, il faut développer des mesures de protection adaptées aux nouvelles formes de travail. Le travail à distance, donc le «clickworking» ou le «freelancing» (cf. encadré), et la disponibilité constante devraient être régulés. *Unia* s'engage pour que les salarié-e-s participent aux décisions qui concernent leurs conditions de travail. Et qu'ils puissent organiser leurs honoraires en conciliation avec les autres domaines de l'existence, et si possible dans le cadre de dispositions légales sur le temps de travail et de repos.»⁹

Employés ou indépendants – la question centrale pour la protection par la sécurité sociale

Si un employé a un contrat de travail ou s'il est indépendant et travaille sur des projets ou des commandes est d'une grande importance en Suisse, pour savoir à quel degré, il est couvert par les différentes assurances sociales. Ici, ce n'est pas le cadre pour une présentation complète de ce problème. Mais, il faut retenir qu'avec la croissance des emplois ou des travaux sur commande par des plates-formes numériques, la question de la protection sociale est à résoudre d'urgence.

Avenir Suisse propose de créer une troisième catégorie à côté du travailleur indépendant et dépendant: l'«employé indépendant». Ce statut est particulièrement adapté aux activités à court terme ou irrégulières. En tant que think-tank, notamment des grandes entreprises siégeant en Suisse, *Avenir Suisse* met fortement l'accent sur un minimum de formalités administratives (par exemple avec une approbation en ligne au lieu d'un contrat écrit et signé à la main!) ainsi qu'une «liberté contractuelle complète»: «Les deux parties sont libres de se limiter à fixer des exigences minimales: définition du travail à accomplir, rémunération, durée et volume du travail. Elles peuvent renoncer à fixer un taux d'activité ou un lieu de travail; une rémunération spécifique pour les vacances ou jours fériés n'est pas obligatoire, tout comme la fixation d'un délai de préavis pour mettre fin au statut.» (étude *Avenir Suisse*, p. 58) – On voit déjà clairement, quelle partie jouerait de la «liberté complète» avec ce modèle ...

L'«employé indépendant» bénéficierait d'une «couverture forfaitaire pour les assurances sociales» (l'AVS, une cotisation minimale à la prévoyance professionnelle et une couverture d'assurance minimale en cas de maladie ou d'accident), mais pas d'assurance-chômage. Les cotisations seraient partagées à parts égales. (étude *Avenir Suisse*, p. 58s.). – Comment l'employé arriverait à payer de son maigre salaire obtenu pour «ses activités à court-terme ou irrégulières» sa part de la prime, ne nous est pas expliqué par le think-tank ...

Le syndicat *Unia* fait heureusement preuve de davantage de compassion pour les travailleurs numériques: «Les salarié-e-s sont ainsi toujours plus nombreux à devenir des «crowd-worker»: des faux indépendants isolés sans

Bases erronées des réformes scolaires actuelles

Il est grand temps d'exiger un tournant radical

par Felice Pensatore

Récemment, un article extrait d'un magazine pour parents m'est tombé entre les mains. Il s'intitulait l'«Ecole de demain».¹ Partant du *Plan d'études 21* et l'enseignement prévu sur les *Technologies de l'information et de la communication (TIC)* et les médias, l'auteur esquisse le futur quotidien scolaire de nos enfants. Equipés d'une tablette et munis d'*accompagnateurs d'apprentissage*, ils doivent au moyen d'une *gestion numérique des chemins d'apprentissage* et d'*exercices numériques* acquérir leurs compétences dans des classes multiâgées et de niveaux mixtes, afin de réussir les tests standardisés souhaités remplaçant à l'avenir l'enseignant pour l'évaluation et la sélection nécessaire pour le passage au prochain niveau.

L'auteur se réfère aux grandes entreprises attendant en arrière-plan, pour proposer sous forme d'abonnements des *solutions Cloud*, des *médias sociaux*, des *sites Internet interactifs*, toutes formes d'*applications* et de *programmes d'apprentissage*, des *vidéo tutoriaux*, du *matériel modulaire*, le *piratage du chemin d'apprentissage* et des *tests internationaux*; le cas échéant, y compris des enseignants spécialisés, qui couvriraient l'offre sur place ou par un *coaching à distance*.

Les corrections seront faites en général de manière automatisée. L'écriture perdra de son importance, car on peut dicter des textes à l'ordinateur et des robots humanoïdes pourraient répondre aux questions, couvrir les besoins émotionnels, chanter et raconter des histoires. Voilà l'article partiellement résumé.

Il ne s'agit donc pas d'une école, dans laquelle des appareils et des médias numériques ou plutôt électroniques seraient utilisés comme moyens didactiques pour l'exercice d'aptitudes ou pour l'illustration de contenus d'apprentissage, adaptés à l'âge et en alternance avec d'autres méthodes d'enseignement et d'apprentissage. Il ne s'agit pas non plus de la compréhension de la technique numérique et des structures de calculateurs pour préparer à des métiers correspondants à ce domaine professionnel. Cela pour clarifier un malentendu que l'on entend souvent chez les parents et enseignants crédules! Alors, des appareils sans connexion au réseau et un serveur local pourraient être utilisés. Non, il est question de «fabriques à penser», dans lesquelles l'«enfant en tant que pièce à façonner» est conduit d'une station d'apprentissage à l'autre, où les unités d'apprentissage et les exercices calculés par les algorithmes doivent transmettre et tester les compétences souhaitées. Cela donne le fondement pour les profils individuels et les programmes d'apprentissages suivants.²

Faut-il rire ou pleurer face à de tels scénarios? De plus, décrit par un haut fonctionnaire du LCH (*Association faitière des enseignants suisses*) qui se targue de représenter les intérêts des enseignants et donc également ceux des élèves...! Et pourtant:

Même si l'on n'arrive guère à imaginer aujourd'hui que de tels scénarios pourraient devenir un jour réalité, l'auteur renvoie à juste titre à d'autres métiers et branches économiques dans lesquels ce développement a déjà commencé. Les maisons d'éditions, les experts TIC et les pédagogistes autoproclamés ont déjà des idées bien concrètes sur la

manière dont ils prévoient de réaliser cette nouvelle «culture d'apprentissage».³

Des stratégies de communication au lieu de faits clairs et précis

Si nous ne voulons pas de telles perspectives pour l'avenir de nos enfants mais que leur soit transmise une véritable formation, alors nous devons nous informer en détails de la situation. Car, au moyen de stratégies de communication soigneusement élaborées, on tente de diriger l'opinion publique dans une certaine direction: «Le monde numérique, c'est notre avenir.» «Les élèves doivent savoir manier les appareils techniques et utiliser de manière compétente les possibilités offertes par Internet.» «Les compétences numériques doivent être apprises aussi tôt que possible.», etc. Puis, on nous présente le fait irrévocable que les communes n'ont pas d'autre choix – en vue du nouveau Plan d'études 21 respectivement de ses variantes cantonales – que de soutenir la numérisation de leurs écoles malgré des investissements très élevés. La formation, une marchandise? Une raison de jubiler pour les multinationales actives dans le domaine de la formation! Compte tenu de ces développements, il est judicieux d'analyser les acteurs impliqués et leurs stratégies. Car de tels développements ne se déroulent pas d'un jour à l'autre!

Prestations de services publics sur le comptoir

Le déroulement décrit ci-dessus a débuté il y a plus de 20 ans. Une étape importante a été franchie dans le cadre des négociations de l'OMC, lorsque, le 1^{er} janvier 1995, l'*Accord général sur le commerce des services (AGCS)* (ou *General Agreement on Trade in Services=GATS*) est entré en vigueur. A l'aide de l'AGCS, on a voulu parvenir à une ouverture internationale des marchés de prestations de services. Cet accord conclu dans le cadre de l'OMC a été signé pour la Suisse par *Luzius Wasescha*, ancien délégué au Conseil fédéral pour les accords commerciaux et membre de la direction du Secrétariat d'Etat pour l'économie (Seco). Il n'y a pas eu de consultation populaire.

Par la suite, des critiques ont été émises de divers côtés. On a craint le démontage des prestations du service public. A juste titre! Certes, les «prestations de services, accomplies dans l'exercice du pouvoir souverain sont exemptées de la libéralisation».⁴ Une délimitation était toutefois difficile, car dans beaucoup de pays européens, il existe parallèlement, déjà dans les domaines classiques de la prévoyance (système de santé et de l'éducation, approvisionnement en énergie et en eau, transports, poste, télécommunication) de coutume, des fournisseurs privés et publics – également en Suisse.⁵ *Luzius Wasescha* a souligné de manière persistante que les prestations de services publiques ne seront nullement touchées, les négociations de l'OMC concernant uniquement les prestations de services négociables.⁶ Et le responsable pour les négociations sur les services, *Henri Gétaz*, de répondre à la question critique d'une journaliste: «Je ne vois pas de rapport entre les négociations sur les services en cours à l'OMC et un démontage menaçant du Service public en Suisse – vous devez me l'expliquer.»⁷ Peut-être que ces propos

étaient l'expression de ce que *Renato Ruggiero*, le directeur de l'époque de l'OMC, avait déclaré sans détour: «Nous avons un travail de vente à faire. Nous devons trouver de nouvelles voies pour convaincre les populations des avantages de la mondialisation.»⁸

Transparence absente

Le développement observé depuis témoigne du contraire. Il a commencé par le détachement des PTT de la branche lucrative de la télécommunication, ouverte au marché. De ce fait, une subvention de la poste par le biais des affaires lucratives avec la téléphonie n'était plus possible. Il n'a échappé à personne que depuis, les prestations de services ont constamment été réduites et leurs prix ont augmenté. Les bureaux de poste se transforment de plus en plus en des magasins mixtes et même des bureaux de poste bien fréquentés sont éliminés contre la volonté de la population. On affirme audacieusement qu'un approvisionnement de base suffisant sera toujours garanti. De tels développements peuvent également être observés dans les domaines de la santé et de la formation. On passe toujours et encore sous silence l'intégration de la Suisse dans les accords de commerce internationaux visant finalement la privatisation complète du secteur des services. D'autres accords semblables ont encore été lancés depuis.

Milton Friedman et la politique des caisses vides

Nous devons prendre en compte cet arrière-plan politique, si nous voulons comprendre et juger ces évolutions actuelles du système scolaire et les scénarios décrits dans l'article mentionné ci-dessus. Sinon nous risquons de tomber dans le piège des stratégies des agences de relations publiques voulant nous vendre ces développements comme étant inévitables et nécessaires. En fait, il ne s'agit pas d'objectifs pédagogiques mais leur but est la privatisation et la commercialisation du système éducatif afin d'ouvrir un nouveau marché lucratif. Un regard sur le monde anglo-saxon, nous indique dans quelle direction notre système scolaire doit se diriger, selon les souhaits des grands groupes actifs dans ce domaine. Là-bas, le théoricien américain en économie *Milton Friedman* (1912–2006) et fondateur de l'*Ecole de Chicago* a développé les directives. Il a plaidé pour le retrait de l'Etat de l'économie et il a placé le marché au centre de ses théories. Le néolibéralisme qui en a résulté est devenu, par la suite, la théorie économique dominante. Elle représentait la dérégulation, la flexibilisation, la privatisation et la mondialisation.

Pour Friedman, il était clair que le système éducatif étatique devait également être ouvert au marché financier. Comme d'habitude, il a argumenté avec la concurrence pour améliorer la qualité et réduire les coûts.⁹ L'idée des bons scolaires venait également de lui. Friedman a été conseiller auprès de *Ronald Reagan* et de *Margret Thatcher*. Tous deux ont fait avancer la privatisation des prestations de services publiques et les ont conduit vers l'abîme, Thatcher avait marqué sa stratégie avec la formule «TINA – There is no alternative». – Friedmann savait parfaitement que la privatisation des prestations de services publiques pouvait créer une résistance et sa devise était: «La seule voie pour modi-

fier le comportement des politiciens, c'est de leur enlever l'argent.» Les paquets d'austérité qu'on ficèle aujourd'hui dans presque tous les domaines de prestations de services publiques sont l'expression de cette stratégie, car l'idéologie du marché néolibérale a rencontré une grande bienveillance également chez nous.¹⁰ Les directeurs exécutifs des multinationales actives dans le domaine de la formation ont su utiliser leurs chances.

Un voyage autour du monde

A la fin des années 1990, *Bill Gates* voyagea autour du monde pour proposer ses logiciels gratuitement à de nombreux gouvernements. En Suisse, ce fut en 1998, lors d'un entretien avec le Conseiller fédéral *Villiger*. Il n'avait pas une très haute opinion des processus démocratiques habituels en Suisse; il préférerait les processus de décisions des Etats-Unis avec un petit nombre de députés qu'il trouvait plus efficaces et plus sensés.¹¹ Mais il a également trouvé des soutiens en Suisse. En tête, il y avait à l'époque l'ancien directeur de l'Instruction publique du canton de Zurich *Ernst Buschor*. A peine élu au gouvernement, il commença à appliquer ses idées, à partir de 1993, d'abord à la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale et ensuite à la Direction de l'Instruction publique. Il accepta l'invitation pour participer à un colloque à Boston. Puis, il écrivit le concept de base pour la réforme marquant depuis nos écoles. Il ne tenta pas d'obtenir les moyens financiers par un procédé démocratique, mais se les procura par le biais d'une nouvelle association qui déboursa finalement 2,5 millions de francs pour le projet de réforme Ecole 21.¹² Cet argent a notamment servi à financer l'évaluation scientifique du projet et la formation des enseignants. Il allait de soi que les fabricants d'ordinateurs étaient prêts à approvisionner les salles de classe avec leurs produits à des conditions préférentielles.¹³ Pour Buschor, il était à ce moment déjà clair qu'à l'avenir le secteur public n'aurait plus qu'à mettre à disposition des matières facilement évaluable comme formation de base en obligeant les parents d'acheter à leurs frais tous les investissements supplémentaires qu'ils désirent pour l'avenir de leurs enfants.¹⁴

Stop – ça suffit!

Depuis, un véritable flot de réformes a recouvert notre école obligatoire, dans laquelle l'enfant et ses relations avec l'enseignant sont devenus quantité négligeable. Le Plan d'études 21 en fait partie. La relation humaine disparaît – et cela dans le pays de Pestalozzi! Ce que l'auteur décrit de l'article mentionné au début n'est pas encore réalité, mais les jalons sont posés. Les Hautes Ecoles pédagogiques formant des enseignants «compatibles au nouveau plan d'études» – façonnées pour jouer leur nouveau rôle d'accompagnateur ou de «coach» de l'apprentissage – en font également partie.¹⁵ Malgré les connaissances reconnues de la psychologie du développement et de l'apprentissage et malgré les résultats univoques d'études indépendantes, signalant les bases erronées des réformes actuelles, cette transformation de l'enseignement et des écoles continue sans réserve aucune. Il est grand temps d'exiger un tour-

Suite page 7

«Faire sauter les structures ...»

suite de la page 5

couverture sociale. Afin d'empêcher l'apparition de formes extrêmes d'exploitation comme au début du capitalisme, il convient de protéger les salarié-e-s de l'économie de plateforme de l'arbitraire en assurant leurs salaires, leurs possibilités d'évolution et la conciliation de la vie professionnelle et privée. Les risques sociaux comme la maladie, le chômage et l'âge doivent être couverts par les mêmes assurances sociales dont bénéficient les autres salarié-e-s.¹⁰

Pour éviter ce genre d'ingérence par les syndicats, Avenir Suisse suggère également un nouveau «partenariat social volontaire»: «Il est important d'éviter de remplacer toutes

les nouvelles formes d'emploi par un contrat de travail traditionnel, dans le but que celles-ci puissent être régies par une CCT.» (étude Avenir Suisse, p. 58). – Commentaire superflu ...

Voilà quelques premières informations concernant les effets de la numérisation croissante du monde du travail. Les mesures proposées par le Conseil fédéral dans son rapport du 8 novembre 2017 et notamment la question urgente concernant la formation scolaire et professionnelle dont nos jeunes ont besoin pour leur avenir, seront l'objet d'autres recherches. •

¹ Stratégie «Suisse numérique». Confédération suisse. Office fédéral de la communication (OFCOM). Avril 2016, p. 5.

² «Conséquences de la numérisation sur l'emploi et les conditions de travail: risques et opportunités». Rapport du Conseil fédéral du 8/11/17 donant suite aux postulats 15.3854 Reynard du 16/9/15 et 17.3222 Derder du 17/3/17

³ <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documenta-tion/communiqués.msg-id-68708.html>

⁴ <https://www.avenir-suisse.ch/fr/publication/quand-les-robots-arrivent/>

⁵ 16.414 Initiative parlementaire Konrad Graber, conseiller aux Etats PDC Lucerne du 17/3/16: «Introduire un régime de flexibilité partielle dans la loi sur le travail et maintenir des modèles de temps de travail éprouvés» <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/gescheft?AffairId=20160414>

⁶ idem.

⁷ 16.432 Initiative parlementaire Karin Keller-Sutter, conseillère aux Etats PLR Saint-Gall du 14/3/16: «Libérer le personnel dirigeant et les spé-

cialistes de l'obligation de saisie du temps de travail» <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/gescheft?AffairId=20160423>

⁸ 16.442 Initiative parlementaire Marcel Dobler, conseiller national PLR Saint-Gall du 9/6/16: «Les employés de start-ups détenant des participations dans l'entreprise doivent être libérés de l'obligation de saisir leur temps de travail» <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/gescheft?AffairId=20160442>

⁹ 16.484 Initiative parlementaire Thierry Burkart, conseiller national PLR Argovie du 1/12/16: «Assouplir les conditions encadrant le télétravail» <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/gescheft?AffairId=20160484>

¹⁰ «Attaque frontale de l'USAM contre la protection des salarié-e-s» du 7/11/17 <https://www.unia.ch/fr/actualités/actualités/article/a/14256>

¹¹ «Thèses syndicales pour un débat de société. La numérisation du travail.» Unia, Avril 2017

A propos du travail, de l'économie, du pouvoir et de l'éthique dans l'économie

Contribution à la discussion sur la base de l'éthique économique d'Arthur Rich

par Dieter Sprock

On ne peut le nier: la vie sur notre planète est imprégnée de travail. La plupart des êtres vivants passent l'essentiel de leur temps à chercher de quoi se nourrir, à protéger leur vie et à élever leurs progénitures. L'être humain n'y échappe pas. Mais cela ne lui a pas suffi de ramasser des baies, de chasser et d'élever ses enfants dans des grottes. Il a donc commencé à cultiver les terres, où il était établi, et à s'approprier les biens fournis par la terre.

Depuis lors, l'être humain a parcouru un long chemin. Il a «gravi les montagnes» dès lors qu'il avait pu surmonter ses craintes des mauvais esprits tapis derrière les forces de la nature. Il a rendu la terre exploitable, construit des routes, parcouru les océans, développé le commerce, il a été inventif et il a appris à penser. Il a percé les secrets de la nature, maîtrisé la vapeur et fait éclater une riche culture. Il a même, grâce aux sciences et à la technique, réussi à se rendre dans l'espace et il se prépare, à l'aide de la révolution numérique, à réinventer le monde du travail.

Du monde agricole à la société industrielle

Selon le théologien et spécialiste en éthique économique Arthur Rich,^{*} «le processus ayant permis de maîtriser la nature et le monde a commencé dès lors que nos ancêtres lointains se mirent – au néolithique [il y a environ 12 000 années] – à passer de l'économie de subsistance à l'économie productive, c'est-à-dire en passant de l'état de chasseurs, de cueilleurs, et de bergers nomades à celui de paysans sédentaires. Il a introduit, en fait, le développement de la culture de l'humanité. [...] Avec le développement de l'agriculture, les êtres humains ont commencé à «cultiver» le monde naturel, à l'utiliser activement et à le transformer en vue de son utilité. L'un de ses enfants légitimes est la technologie actuelle, laquelle, au cours d'un long parcours, a connu un développement rapide, mais en même temps menaçant. C'est elle qui a permis cet essor fulgurant transformant les ressources naturelles, la médecine et tous les domaines de la vie à tel point qu'on peut parler de «révolution»»¹ (Tome I, p. 47)

^{*} Arthur Rich est né le 21 janvier 1910 à Neuhausen am Rheinfall dans le canton de Schaffhouse. De 1925 à 1930, il fait son apprentissage dans une usine de machines et continue à y travailler. En 1932, il passe sa maturité (baccalauréat) suite à des cours préparatoire du soir. De 1932 à 1937, il fait des études de théologie à Zurich et Paris. En 1938, il épouse Elisabeth Schneider. De 1938 à 1947, il est pasteur dans une commune et ensuite, jusqu'en 1954 directeur du séminaire pédagogique du canton de Schaffhouse. De 1954 à 1976, il enseigne la théologie systématique et pratique à l'Université de Zurich, en mettant l'accent sur l'éthique sociale. Il fonde en 1964 et dirige jusqu'en 1977 l'Institut d'éthique sociale de l'Université de Zurich. En 1985, il obtient un doctorat honoris causa de la Haute Ecole de Saint-Gall. Il décède le 25 juillet 1992 à Zurich.

«Bases erronées des réformes ...»

suite de la page 6

nant radical! C'est notre devoir envers la génération à venir.

¹ Brühlmann, Jürg. Die Schule von morgen. In: Fritz + Fränzi, octobre 2017

² cf. l'ouvrage fort intéressant de: Lankau, Ralf. *Kein Mensch lernt digital. Über den sinnvollen Einsatz neuer Medien im Unterricht*. Weinheim Basel 2017. ISBN 978-3-407-25761-1

³ cf. Lankau, Ralf. *Kein Mensch lernt digital. Über den sinnvollen Einsatz neuer Medien im Unterricht*. Weinheim Bâle 2017, p. 28ss.

⁴ AGCS, art. 1, al. 3 (c)

⁵ cf. l'analyse rédigée par la Déclaration de Berne (DB): Jäggi, Monika et Hochuli, Marianne. *Das WTO-Dienstleistungsabkommen GATS und die Schweiz. Analyse der GATS-Verpflichtungslisten der Schweiz in den Dienstleistungsbereichen des Service public*. Zurich 2003

⁶ cf. Hochuli, Marianne. Online büffeln und fern heilen. In: *Wochenzeitung* du 11/1/01

⁷ cf. Hochuli, Marianne. Online büffeln und fern heilen. In: *Wochenzeitung* du 11/1/01

⁸ Alden, Edward. Trade Protectors hit home. In: *Financial Times* du 19/11/2000

⁹ «The State's objective would be better served by a competitive educational market than by a govern-

«Le spécialiste en éthique économique mesure l'économie en fonction de son utilité générale: elle doit servir les êtres humains, et non le contraire. Il ne suffit pas de produire des biens et des services, nécessaires à une vie digne – alors même que cela a une priorité en cas de disette – mais il faut encore assurer «à tout personne qui le désire» d'atteindre dans le monde du travail un statut «lui permettant de coopérer, de participer aux décisions, et donc de partager les responsabilités». Le travail n'est pas seulement «un moyen de subsistance», mais aussi un puissant moyen de donner un sens à sa vie et de faire vivre l'esprit communautaire. Il donne à la vie une structure et un sens. L'activité fait partie de l'humain. Les petits enfants déjà veulent être actifs et copient les activités de leurs parents. Pour les personnes perdant leur emploi, la perte du contact humain pèse souvent plus que la perte de gain.»

La révolution industrielle, débutant dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle en Angleterre, a modifié les conditions dans les domaines de l'économie, du travail et de la vie dans les pays industrialisés, au cours des trois derniers siècles, plus que ce ne fut le cas au cours des millénaires précédents. Leurs inventions géniales ont donné un élan à la productivité à tel point qu'il semble possible, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, de fournir un bien-être à tout le monde. Toutefois, en jetant un regard froid sur ce développement, on ne peut s'empêcher de constater que seule une partie de l'humanité en profite et que trop d'entre eux n'atteignent pas même le minimum nécessaire pour une vie digne. Selon l'Index de la faim dans le monde de 2017, plus de 800 millions de personnes souffrent de la faim et cela malgré l'augmentation des vivres. Même dans nos sociétés occidentales de surproduction il y a une pauvreté, même ascendante, ne pouvant être imputée à ceux qui en souffrent.

L'économie et la question du pouvoir

On n'invente rien en prétendant que l'économie et le commerce sont liés au pouvoir. Ce qui est nouveau, c'est la dimension du pouvoir atteinte par les énormes entreprises industrielles travaillant dans les domaines des matières premières, de la chimie, de l'armement, de l'électronique et même de la finance à la suite de l'industrialisation.

Du fait du progrès de l'automatisation de la production, le capital a vu grandir son importance en économie. De plus en plus se révélait que seules des personnes ou des multinationales financièrement solides pouvaient entreprendre les investissements nécessaires à l'acquisition des installations hautement

ment monopoly [...] As in other industries such a competitive free market would lead to improvements in quality and reduction of cost.» Friedmann, Milton. *The Promise of Vouchers*. In: *Wall Street Journal* du 5/12/05

¹⁰ Cette tactique a été décrite pour la Suisse, in: Pelizzari, Alessandro. *Die Ökonomisierung des Politischen. New Public Management und der neoliberale Angriff auf die öffentlichen Dienste*. Constance 2001

¹¹ cf. Gates, Bill. In: Felber, Ursula/Gautschi, Eliane. *Die Trojanische Maus. Computer in den Schulen – Lernen für die Zukunft*. Zurich 2002, p. 75.

¹² Dans cette association se trouvaient entre autre Anton E. Schrafl, Vice-Président du Conseil d'administration de Holderbank et l'entrepreneur Klaus Jacobs qui contribua spontanément 1 million de francs. Cf. Ernst Buschor – Ein Mann macht Schule. In: *Bilanz*, 31/12/1999

¹³ cf. Ernst Buschor – Ein Mann macht Schule. In: *Bilanz*, 31/12/1999

¹⁴ C'est ainsi qu'Ernst Buschor s'est exprimé lors d'une réunion publique à Affoltern am Albis avant le vote populaire sur la nouvelle Loi scolaire du canton de Zurich.

¹⁵ Il est vrai qu'on rencontre encore, au sein des Hautes Ecoles pédagogiques, des professeurs désirant enseigner leurs étudiants différemment, mais on ne les trouve plus que dans les domaines de niches.



Walter Wolf
Für eine sozial verantwortbare
Marktwirtschaft
Der Wirtschaftsethiker Arthur Rich

TVZ

ISBN 978-3-290-17529-0

ties de ventes, des transferts financiers libres et d'autres avantages.

Mesurer l'économie à l'aune de son utilité générale

Le spécialiste en éthique économique mesure l'économie en fonction de son utilité générale: elle doit servir les êtres humains, et non le contraire. Il ne suffit pas de produire des biens et des services, nécessaires à une vie digne – alors même que cela a une priorité en cas de disette – mais il faut encore assurer «à tout personne qui le désire» d'atteindre dans le monde du travail un statut «lui permettant de coopérer, de participer aux décisions, et donc de partager les responsabilités».

Le travail n'est pas seulement «un moyen de subsistance», mais aussi un puissant moyen de donner un sens à sa vie et de faire vivre l'esprit communautaire. Il donne à la vie une structure et un sens. L'activité fait partie de l'humain. Les petits enfants déjà veulent être actifs et copient les activités de leurs parents. Pour les personnes perdant leur emploi, la perte du contact humain pèse souvent plus que la perte de gain.

L'«utilité générale» ou l'«activité correspondant à l'être humain», comme le définit Rich, inclut forcément le «respect de l'environnement» et la «justice dans la distribution». Une économie qui détruit les bases naturelles de la vie est tout aussi inutile que celle qui provoque des inégalités telles que d'un côté on vit dans la «surabondance inutile» et de l'autre dans un «manque de l'indispensable».

Il est donc décisif pour Rich que l'économie telle qu'elle se présente actuellement n'est pas un «produit de la nature», mais une «institution» façonnée par les êtres humains, donc un «produit culturel historique», donc modifiable. Il ne participe pas à l'idée que la transformation structurelle des relations dans la société modifierait le fond même des êtres humains. Pas plus d'ailleurs que les modifications profondes de l'individu ne permettraient de supprimer les inégalités structurelles de la société. Il faut des efforts des deux côtés. A son avis, les structures de conception de l'économie ne doivent s'appuyer ni sur le libéralisme ni sur le socialisme, mais rester «objectives et humaines».

Un ordre humain doit reposer sur la confiance fondamentale. Cela se constate dans toutes les activités et prises de décisions quotidiennes. Sans «la bonne foi», explique Rich, les meilleures lois et les structures les plus performantes ne portent pas. Quand la «bonne foi» disparaît, l'humanité dans la vie disparaît également.

La question de la répartition

L'économie mondiale forme avec ses marchés illimités, un réseau complexe, exigeant une collaboration internationale entre les diverses économies nationales. Comme l'expérience le montre, les inégalités économiques ne s'ajustent pas automatiquement, tout au contraire, elles s'aggravent.

Suite page 8

25 années d'existence pour les hôpitaux pédiatriques Kantha Bopha au Cambodge – l'œuvre de Beat Richner

Cambodge/Zurich, novembre 2017 – En 1991, le pédiatre et musicien zurichois docteur *Beat Richner* «Beatocello» annonça de manière tout à fait surprenante qu'il remettrait bientôt sa «boutique», ainsi qu'il aimait appeler son cabinet médical situé sur les hauteurs de la ville de Zurich, à son collègue *Fredi Löhner* et qu'il déménagerait au Cambodge pour y reconstruire l'hôpital pédiatrique Kantha Bopha dans la capitale Phnom Penh. Le roi du Cambodge l'avait sollicité mais en lui précisant qu'il n'y avait pas d'argent à disposition. En effet, le pays était ruiné après la guerre du Vietnam et le régime de terreur des Khmers rouges. Les gens étaient très pauvres.

Le Dr Richner connaissait bien cet hôpital pédiatrique, car en 1974, il avait dirigé en tant que jeune médecin une mission de la *Croix-Rouge suisse* jusqu'au jour, où les khmers rouges ont pris le pouvoir et déporté toute l'élite du pays mais aussi la plupart des médecins de Kantha Bopha dans des camps et des prisons où ils furent torturés et tués. Les étrangers comme le Dr Richner ont dû précipitamment quitter le pays. Maintenant, il voudrait aider à réparer les préjudices subis, a déclaré Beat Richner, avant de partir.

L'histoire de ce pédiatre suisse, prêt à abandonner sa confortable vie au-dessus du lac de Zurich pour reconstruire un hôpital pédiatrique dans l'un des pays les plus pauvres du monde dans des conditions extrêmement difficiles a tellement touché la population suisse que grâce à la générosité de petits et grands donateurs suisses, il a pu, au cours des 25 dernières années, construire cinq hôpitaux pédiatriques modernes, avec maternité, chirurgie, auditorium, 2300 lits et 2400 collaboratrices et collaborateurs cambodgiens. En 2002, le Dr Beat Richner fut élu premier «Suisse de l'année».

Chaque jour, 2500 à 3500 mères et pères se rendent avec des enfants malades dans les hôpitaux de Phnom Penh et de Siem Reap. Chaque jour, 350 à 550 enfants gravement malades sont hospitalisés. Les hôpitaux du



Beat Richner ausculte un enfant, dont sa mère lui tient la main, dans l'hôpital pédiatrique Jayavarman VII de Siem Reap. (Photo keystone)

Dr Richner traitent environ trois quarts des enfants malades du Cambodge. Une génération entière de Cambodgiens doit sa santé aux hôpitaux de Kantha-Bopha.

Derrière ces chiffres impressionnants se trouve le combat d'un optimiste inébranlable et d'un pédiatre génial convaincu de sa mission, et sachant travailler de manière efficace. Le premier hôpital fut ouvert juste un an après le premier appel aux dons dans la «Schweizer Illustrierte», il y a exactement 25 ans!

Depuis ce moment-là, ce «Swiss Doctor» extraordinaire était vingt-quatre heures sur vingt-quatre au service des enfants du Cambodge. Avec son violoncelle, il a donné chaque année plusieurs concerts en Suisse pour informer sur les hôpitaux et collecter des fonds. Dans ses discours et ses livres, il a toujours défendu avec ferveur sa conviction que les plus pauvres ont droit à une médecine correcte.

Intrépide, il s'est opposé à l'*Organisation mondiale de la Santé* (OMS) et à l'industrie pharmaceutique parce qu'ils avaient l'habitude de vendre et de recommander dans les pays pauvres des antibiotiques obsolètes chez nous. Aujourd'hui, on oublie volontiers qu'il avait été durement critiqué par d'autres œuvres d'entraide et fonctionnaires de différents gouvernements et organisations qualifiant sa pratique de «médecine Rolls-Royce».

Mais avec le temps, on a dû lui donner raison: notamment les graves maladies telles la tuberculose et d'autres, n'apparaissent plus guère chez nous, ne peuvent être diagnostiquées correctement qu'avec les appareils les plus modernes. Et un enfant souffrant d'une affection cardiaque a également droit à une opération au Cambodge. Aujourd'hui, le Dr Richner est reconnu comme pionnier par les experts du monde entier: ses hôpitaux sont internationalement reconnus comme modèle pour une aide médicale correcte, performante et sans corruption dans les pays du tiers-monde.

La conception architecturale et l'organisation disciplinée et stricte du personnel hos-

pitalier impressionnent les politiciens, les médecins et les autres visiteurs du monde entier. Les soins hospitaliers dans les hôpitaux de Richner sont toujours gratuits pour la population restée pauvre, le personnel est payé correctement – selon le niveau cambodgien –, y compris les équipes de nettoyage. Les hôpitaux Kantha Bopha sont aujourd'hui des hôpitaux universitaires et des lieux de formation pour les jeunes médecins. Une étroite collaboration de longue date avec l'hôpital pédiatrique universitaire de Zurich, sa direction et ses médecins-chefs garantit la grande qualité des soins.

Après de longues années de dépendance de dons de la population suisse, la Confédération helvétique et le gouvernement cambodgien se sont aussi engagés financièrement et au Cambodge, le Dr Richner a été nommé conseiller du Ministère de la Santé au rang de Secrétaire d'Etat. Le gouvernement et le roi ont confirmé que l'Etat du Cambodge allait s'engager encore davantage financièrement et à long terme.

Mais pour le moment, l'œuvre du Dr Richner ne pourrait pas continuer sans les dons généreux provenant de la Suisse. C'est pourquoi nous remercions toutes les donatrices et tous les donateurs pour leur générosité et leur fidélité, dans l'espérance de pouvoir continuer à compter sur eux. Tout don profite à 100% aux enfants malades. Cela est garanti par le conseil de la fondation des hôpitaux Kantha Bopha sous la présidence de l'avocat zurichois *René Schwarzenbach*.

Pour la fête des 25 ans d'existence des hôpitaux pédiatriques du Dr Beat Richner, il y aura samedi 25 novembre à 12:15 heures à l'église du *Grossmünster de Zurich* une fête avec des informations et un accompagnement musical. Tout le monde y est cordialement invité. Au Cambodge, il y aura également des festivités avec la participation du roi *Norodom Sihamoni*, la reine-mère *Monineath* et tout le personnel des hôpitaux, des représentants des gouvernements suisses et cambod-

giens ainsi que d'une délégation du conseil de la fondation.

Malheureusement, les festivités auront lieu sans le Dr Richner, tombé gravement malade il y a quelques mois. Il a dû rentrer en Suisse pour les soins. L'absence du Dr Richner en tant que directeur des hôpitaux fut un grand choc pour les Cambodgiens et les donateurs suisses. Le Dr Richner souffre d'une maladie dégénérative rare du cerveau et incurable menant à une perte de fonction et de mémoire croissante. Un destin tragique et triste pour cet homme extraordinaire. La nouvelle (rapportée par ses médecins et sa famille) d'absence de souffrance, de douleur et la présence de bons soins dispensés à son égard, la visite régulière de sa famille et de ses amis, son sens de l'humour toujours conservé constituent un petit réconfort.

Le Dr Beat Richner est irremplaçable. Néanmoins, il avait lui-même et suffisamment tôt préparé le règlement de sa succession. La responsabilité pour les hôpitaux a été remise à son suppléant le Dr *Peter Studer* et à l'équipe de médecins cambodgiens formée par lui-même. Le Dr *Denis Laurent*, depuis de longues années administrateur ainsi que chef du personnel et du laboratoire est dorénavant le responsable pour le bon fonctionnement des hôpitaux.

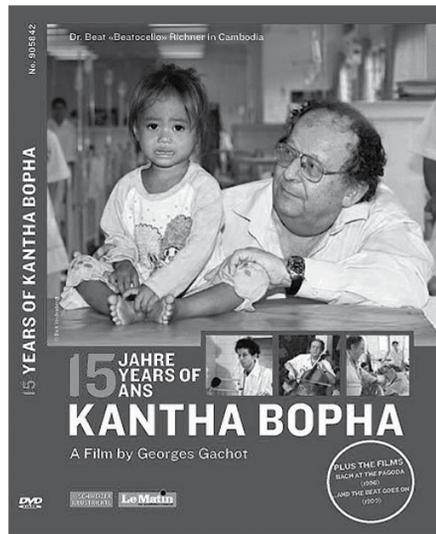
En pensant au scepticisme auquel le Dr Richner fut confronté dès la première année de son magnifique projet et les grands doutes quant à sa durabilité, la fête de 25 ans d'existence est le bon moment pour faire une rétrospective et s'émerveiller de ce que ce pédiatre original et ce clown-musicien zurichois a réussi à faire. On ne peut que dire merci au Dr Richner. Et honorer son action.

Dr Beat Richner, président d'honneur, René Schwarzenbach, président, Dr Peter Studer, directeur des hôpitaux

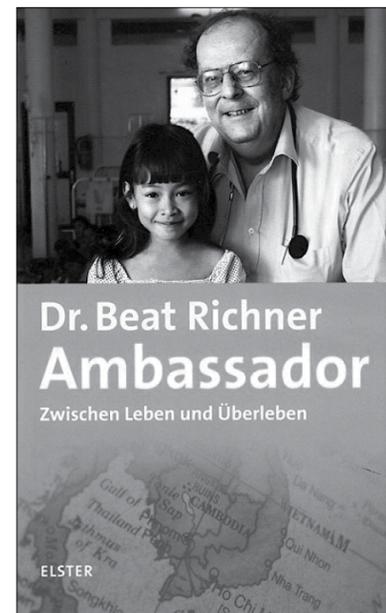
Fondation hôpital pédiatrique Kantha Bopha, Dr. med. Beat Richner PC 80-60699-1, IBAN CH98 0900 00008006 0699 1

Source: www.beat-richner.ch

(Traduction *Horizons et débats*)



Edition spéciale DVD en anglais avec 3 films («Bach at the Pagoda» de 1996, «And the beat goes on» de 1999 et la documentation de la fête pour les 15 ans d'existence des hôpitaux de 2007)



«Ambassadeur – entre la vie et la survie» ISBN 978-3-907668-80-1

«A propos du travail ...»

suite de la page 7

L'un des «problèmes de répartition» les plus sensibles est pour Rich la disproportion massive dans la répartition des revenus entre les Etats industrialisés et les pays en voie de développement. Sans omettre la complexité des pays en voie de développement, il rend responsable «les structures conflictuelles des relations d'échanges économiques» entre les Etats industrialisés et les pays en voie de développement. Pour corriger les «désavantages inacceptables des pays en voie de développement dans les relations d'échanges sur le marché» il est nécessaire de «réorganiser la coopération économique» entre «le Nord et le Sud» dans le sens d'une «structuration participative». Cela revient à créer des conditions-cadres permettant aux pays en voie de

développement de pouvoir, au moins à long terme, se rapprocher des pays industrialisés au niveau de la concurrence. (Tome II, p. 366)

Une condition décisive pour cela est la limitation du pouvoir économique avec le but de le rendre contrôlable et maîtrisable. Si cela n'aboutit pas et si le déséquilibre dans l'économie mondiale continue à s'accroître, Rich prévoit pour l'avenir des «conflits désastreux» entre «le Nord et le Sud».

L'éthique économique face à la réalité

Pour le théologien Rich les «dernières et définitives solutions» dans le sens d'une économie absolument juste ne sont possibles que dans le royaume de Dieu sur terre. Le spécialiste de l'éthique économique en conclut que l'éthique économique reste «relative». Ce n'est pas son rôle de cultiver la vision d'un

ordre économique absolument juste et de remettre en question toutes les formes d'organisation réellement existantes ou réellement possibles, parce qu'elles ne suffisent pas à l'idéal.

Les réflexions économiques doivent se faire «face à la réalité» et si des solutions parfaites ne sont pas possibles, il faut se concentrer à étudier les «conditions normatives et factuelles» pouvant mener à moins d'injustice en comparaison de l'état actuel.

Selon Rich, il y a deux prémisses obligatoires en lien avec le réalisme de l'économie: «D'une part, il faut le plein respect des nécessités économiques factuelles, c'est-à-dire ne retenir que ce qui est approprié pour rester humain. D'autre part, il faut que l'éthique économique fasse soigneusement et clairement la différence entre les «contraintes» économiques basées sur des

nécessités factuelles, et celles fondées sur un ordre que l'homme lui-même a créé et donc transformable ou du moins influençable par lui pour devenir plus humain. Face à de telles contraintes, l'éthique économique doit indubitablement exclure tout ce qui est en opposition donc inapproprié à l'être humain.» (Tome II, p. 374)

Les réflexions d'Arthur Rich n'ont rien perdu de leur actualité. Déterminant pour un changement de la réalité économique pourrait alors être l'analyse soigneuse des mesures réglementaires pouvant rendre l'économie plus juste et plus humaine.

¹ Rich, Arthur. *Wirtschaftsethik, Band I*, Grundlagen aus theologischer Perspektive. Gütersloh 1984. 2^e édition 1985

² Rich, Arthur. *Wirtschaftsethik, Band II*, Marktwirtschaft, Planwirtschaft, Weltwirtschaft aus sozialer Sicht. Gütersloh 1990. 2^e édition 1992